

D'ICI ET D'AILLEURS
**Colombie: danses
contre la pauvreté**

NOTRE PLANÈTE
**Venise:
la dernière utopie**

ÉTHIQUES
**Performance, médecine
et déontologie**

CONNEXIONS
**Calins électroniques
pour cyberenfants**

UNESCO le Courrier

Publié
en 27
langues

Septembre 2000



L'autre mondialisation: l'éveil citoyen

Sommaire

Septembre 2000

D'ICI ET D'AILLEURS

3 Danses contre la pauvreté

Photos de Richard Emblin, texte d'Oscar Collazos

NOTRE PLANÈTE

9 Venise: la dernière utopie

Piero Piazzano

APPRENDRE

13 Les enfants «flottants» de l'école chinoise

Jeff Archer

15 Dossier



L'autre mondialisation: l'éveil citoyen

Ils viennent des montagnes philippines ou de la Silicon Valley, de la cordillère andine ou des côtes indiennes. Mais leurs particularismes ont fusionné pour donner naissance à un mouvement de contestation planétaire qui, depuis Seattle, a mis le monde en émoi. Qui sont ces nouveaux citoyens de leur ville et de leur village, mais aussi de la planète entière? Que veulent-ils? Quel est leur projet de «gouvernance démocratique mondiale»?

Le sommaire détaillé est page 15.

ÉTHIQUES

37 Performance, médecine et déontologie

Philippe Liotard

SIGNES DES TEMPS

40 Kosovo: le saccage organisé du patrimoine

Entretien avec Andras Riedlmayer

41 Un crime contre la culture

Colin Kaiser

CONNEXIONS

43 Câblins électroniques pour cyberenfants

Sherry Turkle

ENTRETIEN

46 Tim Berners-Lee: «j'ai fait un rêve»

Couverture: © Michel Granger - Acrylique sur papier

RECTIFICATIFS

- Crédits photos du numéro de juillet-août 2000: Couverture et page 56: Pierre Emmanuel Rastoin/l'Usine, Paris. Page 5: Dogons/Potovski/Vu, Paris. Page 39: Lalo, Colombie.

- Une erreur de mise en page dans l'article sur l'Irak page 57 a fait sauter la première note que nous rétablissons ici:

1. Le reste est utilisé pour le dédommagement des victimes de la guerre avec le Koweït (30%), les territoires kurdes du Nord qui échappent au contrôle de Bagdad (13%), et les dépenses liées à l'embargo, y compris l'entretien des forces des Nations unies.

UNESCO
le Courrier

53^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courriel électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: James Burnet

Anglais: Cynthia Guttman

Espagnol: Octavi Martí

Français: Sophie Boukhari

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Ivan Briscoe

Lucia Iglesias Kuntz

Asbel López

Amy Otchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat

Photogravure: Annick Couffé

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzir a Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Jordi Folch (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Lal Perera (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Iljenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à

condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier

de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs

devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux

publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés

que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPÔT LÉGAL : C1 - SEPTEMBRE 2000

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris

by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at

Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N° 9-2000-OPI 00-593 F

Le Courrier de l'Unesco, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'Organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'Unesco. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

DANSES CONTRE LA PAUVRETÉ

► Photographies de Richard Emblin, texte de Oscar Collazos.

Grâce à la passion tenace de deux chorégraphes, la danse contemporaine a ouvert un avenir à des enfants pauvres de Cartagena, en Colombie.



© Richard Emblin/Black Star/Studio B, Paris

Certains jeunes danseurs du Collège du corps pourraient bien devenir de vrais professionnels.

Le danseur et chorégraphe colombien Alvaro Restrepo aurait pu trouver sa route vers la gloire sur n'importe quelle scène du monde, entre New York, où il s'est formé, et l'Europe, où il a connu ses premiers triomphes. Mais il en a décidé autrement.

En 1993, il renonce à sa carrière personnelle pour introduire en Colombie l'en-

seignement de la danse contemporaine, très méconnue dans le pays. Et il choisit de le faire auprès d'enfants pauvres âgés de 10 à 15 ans. Pour mener à bien son projet, il fait équipe avec Marie-France Delieuvin, directrice des études au Centre national de danse contemporaine d'Angers, en France.

Ce pas de deux exécuté par le couple de danseurs chorégraphes a produit des résultats inattendus. En 1997, quatre ans après avoir semé la passion de la danse à Bogota et à Cali, ils lancent le projet El Puente («le pont»), qu'ils étendent à Cartagena au bout de quelques mois. C'est là qu'Alvaro

Restrepo est né, il y a 42 ans. Cette ville touristique, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, cache une dure réalité: plus de 60% de ses 700 000 habitants y vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le «pont» que Restrepo et Delieuvin voudraient y construire part dans deux directions. La première mène ces deux artistes de renom à l'un des quartiers les plus pauvres de Cartagena; la seconde passe par des festivals et diverses rencontres pour impliquer dans le projet d'autres artistes professionnels d'Europe et d'Amérique latine.

► Richard Emblin est un photographe canadien qui vit en Colombie.

Oscar Collazos est éditorialiste et écrivain colombien. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, parmi lesquels: *Adieu à la Vierge* (1994), *Mourir avec papa* (1997) et *La Baleine échouée* (2000, à paraître).



Lobody, étudiant à Cartagena, répète dans le couvent San Francisco, devant une fresque représentant la passion du Christ.

Les cours commencent par des exercices de danse classique.





Santiago répète son rôle dans *Les Virtuoses*, un spectacle récemment mis au point par la troupe.

► En 1997 et 1998, Restrepo marque une première «étape de sensibilisation» au Collège Inem de Cartagena, auprès de 480 élèves. Au fur et à mesure qu'il s'amenuise, le groupe gagne en qualité: tout d'abord, 90 petits danseurs se détachent du lot et s'accrochent à un travail qui leur permet de retrouver les racines de leur identité. Après quelques mois supplémentaires, par une sorte de sélection naturelle, il n'en reste plus que 22. Mais ceux-là manifestent un désir obstiné de participer à cette aventure créatrice et forment le «Groupe pilote expérimental du Collège du corps». Ces enfants ont franchi «le pont»; ils sont passés sur l'autre rive.

Aujourd'hui, grâce au temps dérobé à l'enseignement traditionnel, ces garçons et ces filles des familles les plus modestes de Cartagena ont mûri. Ils ont transformé leurs voix et leurs corps. Chaque jour, ils répètent leurs créations dans le beau cloître du couvent San Francisco, un édifice du XVI^e siècle mis à leur disposition par une fondation religieuse. Cet espace, vaste et vide, voisine avec le Parc du centenaire et avec le moderne Centre des conventions, tout en s'adossant au vieux quartier de Getsemani.

Les jeunes danseurs habitent pour la plupart le quartier Nelson Mandela, le refuge des familles «déplacées» par la violence qui s'est

déchaînée en Colombie. Sans le Collège du corps, où les cours sont totalement gratuits, ils seraient restés condamnés à errer dans les limbes d'une survie malheureuse. Alors qu'au cours des trois courtes années d'existence de ce collège, ils ont déjà vécu une double métamorphose: celle de l'adolescence et celle qui en a fait des artistes. De simples

élèves des écoles de banlieue, ils sont devenus artistes par la grâce de la danse contemporaine, une discipline qui leur avait toujours semblé lointaine et inaccessible. Mieux, la créativité a fait germer en eux la conscience d'un nouveau «possible», depuis qu'avec la foi du charbonnier et la résistance du diamant, Alvaro Restrepo a frappé à leurs portes pour ►

La vie quotidienne de ces enfants de familles pauvres est rythmée par la danse.



© Richard Emblin/Black Star/Studio B, Paris

- inventer avec eux des créations qui commencent à voyager à travers le monde.

En marge de son travail de formation, la compagnie El Puente a atteint un haut niveau de professionnalisme, au point que certains anciens élèves ont été promus professeurs de danse. Naturelle et quasi congénitale, la sève du rythme caraïbe a nourri ces danseurs formés à un langage sans doute plus abstrait – et certainement métaphorique –, héritier des grandes conquêtes de l'art contemporain.

Avec ses moyens rudimentaires et sa pauvre infrastructure administrative, dont la principale richesse est l'enthousiasme des maîtres et des disciples du Collège, la compagnie a participé au Festival des Arts de Cartagena en 1998 et en 1999, où elle a présenté trois créations inédites. Elle a également pris part à des événements artistiques dans d'autres régions de Colombie et en Europe.

Après leurs tournées à l'étranger, comme celle qui les a conduits en avril 2000 à Paris où ils ont découvert une opulence insoupçonnée, les enfants retrouvent leurs pauvres foyers et les maux de leur quartier. Mais ils ont la conviction d'avoir commencé à faire quelque chose de leurs vies, quelque chose de différent et de grand.

Pourtant, pour eux, le Collège n'est pas tout miel. Malgré l'enthousiasme des institutions publiques et des entreprises privées, ils y goûtent aussi le fiel des difficultés financières. La volonté de fer d'Alvaro Restrepo et de Marie-France Delieuvin se nourrit d'un rêve qui se heurte parfois à la dure réalité qui lui a donné corps. Si le rêve survit, c'est sans doute qu'à Cartagena, maîtres et élèves sont convaincus que les promesses de la ténacité sont plus puissantes que les sirènes du découragement. ■



Les techniques de respiration font partie de l'entraînement quotidien.

Marie-France Delieuvin et Alvaro Restrepo, les directeurs du Collège du corps.





Une jeune danseuse regarde ses camarades s'exercer.

Entre les cours, le temps du rire.



© Richard Emblin/Black Star/Studio B, Paris



Restrepo montre un pas de danse à ses élèves.

Répétition dans le cloître de style colonial du couvent San Francisco, qui a récemment été restauré.



VENISE: LA DERNIÈRE UTOPIE

► Piero Piazzano

Comment concilier l'équilibre écologique de Venise et les impératifs industriels? L'installation de digues mobiles, très contestée, serait-elle la solution? Décision avant 2001.

Il faut arriver à Venise l'été, en fin d'après-midi, pour voir le soleil se transformer en un énorme disque rouge, et enfler jusqu'à incendier les dernières îles de la lagune avant de plonger dans la mer. Alors, quand l'ultime touriste quitte la place Saint-Marc, Venise redevient magique.

► Journaliste italien. Rédacteur en chef de la revue *Airone*.

Dans ses rues enfin désertes, les habitants de la plus belle ville du monde ouvrent les portails de leurs maisons. Ils laissent entrevoir aux rares visiteurs attardés, ici un escalier monumental chargé d'histoire, lézardé et patiné par le temps, là un jardin secret ombragé où, il y a plus de deux siècles et demi, Giacomo Casanova attendait peut-être l'une de ses maîtresses. C'est le moment où s'éteignent les enseignes des boutiques de bimbelerie et où s'allument les

lumières dans les foyers des derniers Vénitiens.

Chaque jour moins nombreux, ils sont chaque jour un peu plus vieux. En 1951, 175 000 personnes vivaient dans les 118 îles réunies par 160 canaux, qui forment le centre historique de Venise. En 1998, il n'en restait plus que 68 000, et ce chiffre devrait tomber à 40 000 en 2005. Si l'on ne tient pas compte des étudiants – logés par des propriétaires qui évitent de les déclarer ►

Cent dix-huit îles réunies par 160 canaux forment le centre historique de Venise.



© Yann Arthus Bertrand/Altitude, Paris

► pour échapper au fisc –, les résidents de moins de 19 ans ne représentent qu'une infime partie de la population. L'âge moyen des Vénitiens, qui dépassait déjà 50 ans en 1998, ne cesse d'augmenter.

Les Vénitiens s'en vont et avec eux les institutions qui s'étaient établies dans la ville: la compagnie d'assurances Assicurazioni Generali, le quotidien *Il Gazzettino*, la Rai (radiotélévision d'Etat) et les banques. Les touristes, qui arrivent en masse, comblent le vide: 10 millions en 1994 et 15 millions prévus pour 2005. La ville des théâtres, des églises, des couvents, des palais et des maisons closes se transforme en une gigantesque pizza. De 1976 à 1991, le nombre de pizzerias, de restaurants et de pensions a augmenté de 144%.

Un espace incertain, ni terre ni mer

Venise va-t-elle vieillir et mourir comme ses habitants? Qui peut le dire? Il est si difficile de savoir la vérité dans une ville aussi labyrinthique que les histoires d'Hugo Pratt. Instable comme les équilibres écologiques de la lagune, Venise est la ville du «peut-être».

Impossible d'imaginer Venise sans sa lagune, espace incertain, ni terre ni mer, dont le nom exprime l'absence: *lacuna*, en latin, signifie «manque», le renoncement à la terre. Ce lieu précaire et provisoire s'est construit petit à petit grâce aux millions de mètres cubes de sédiments charriés pendant des siècles par les fleuves, les torrents et les ruisseaux qui traversent la plaine pour se jeter dans l'Adriatique.

La lagune ne fait pas partie de la mer; elle en est séparée par 50 km de plages de terre et de sable qui se terminent par les bouches des ports du Lido, de Malamocco et de Chioggia. C'est par là qu'entre l'eau salée et ressort l'eau saumâtre. Toutes les six heures va et vient la marée. La lagune respire, comme un poumon gigantesque composé de milliers de bronches.

La lagune n'est pas que terre ou eau. Elle est constituée d'*isole* suffisamment élevées pour que l'eau ne les recouvre pas même pendant les marées d'équinoxe; de *barene*, qui émergent entre deux flux et qui, plus que de simples bancs de sable, sont des écosystèmes complexes formés d'animaux et de plantes adaptés à ce milieu oscillant entre l'air et l'eau; de *velme*, ces bancs de boue visibles à marée basse; et de *ghebi*, les canaux verts de fange et d'algues empruntés par les eaux qui s'évacuent de la lagune à marée basse.

La lagune est un pied de nez de la nature vouée à disparaître, une étape dans le processus de formation des côtes. Mais un groupe d'hommes hardis a décidé un jour de faire du solide avec de l'instable. Puis, de



Les passerelles provisoires en bois pendant l'*acqua alta*.

© De Soyé/Rapho, Paris

génération en génération, les hommes ont lutté contre les éléments comme des funambules évoluant sur une corde raide. Toujours prêts à affronter à coups de pelles et de pioches les forces déployées par la mer ou la terre pour rompre cet équilibre, ils n'avaient qu'une chose en tête: préserver l'existence et la richesse de Venise, leur ville de pierre et de marbre édifiée sur des marécages, comme si c'était une ville à l'intérieur des terres. Une utopie à l'image de la plus fragile de toutes les villes, mais assez puissante pour soutenir un vaste empire.

Un groupe d'hommes hardis a décidé un jour de faire du solide avec de l'instable. Les hommes ont lutté contre les éléments comme des funambules

Ces gens obstinés ont commencé par assécher les terres, creuser des canaux, dévier les fleuves. Ainsi, dans le cadre d'un projet gigantesque lancé en 1501 et achevé deux siècles plus tard, ils ont détourné les trois cours d'eau principaux de la lagune: le Sile, le Piave, et le Brenta. Ensuite, et de plus en plus fréquemment, de grands chantiers de travaux publics ou privés ont été lancés pour favoriser le développement civil et militaire de la «Serenissima». Ils permettaient de faire entrer jusqu'au port ou à l'arsenal de Venise des navires marchands et militaires à plus fort tirant d'eau.

«Bien que les technologies employées fussent chaque fois plus agressives que les simples pelles et pioches des origines, ces interventions ont toujours laissé à la lagune le temps de retrouver

un nouvel équilibre», explique Stefano Boato, professeur d'aménagement du territoire à l'Université de Venise. Il en a été de même lors des opérations suivantes menées dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand Venise fut définitivement intégrée au Royaume d'Italie (1866), après être passée entre les mains de la France et de l'Autriche.

C'est bien plus tard, entre 1952 et 1969, que la ville a reçu l'estocade finale: pour que les navires pétroliers puissent accoster dans le port industriel de Marghera, on y a creusé le Canal du pétrole, rectiligne et profond de 15 mètres. A la même époque, la région n'a pas cessé d'accueillir des industries chimiques et pétrochimiques hautement polluantes, qui pompaient de plus en plus d'eau dans les nappes souterraines et déversaient de plus en plus de poison dans la lagune. *«A ce moment-là, l'équilibre qui s'était toujours maintenu, et que l'on avait réussi à recomposer pendant 19 siècles d'inter-relation entre l'homme et la nature, a été rompu. La situation est en train de devenir dramatique»*, poursuit Boato.

Les pétroliers, les cargos

La lagune, un écosystème unique formé d'eau douce, d'eau saumâtre et d'eau salée est en train de se transformer inexorablement en bras de mer dans sa partie centrale et en marécage à la périphérie. Là où du temps de la «Serenissima» il était interdit de creuser des canaux de plus de quatre mètres de fond, il existe aujourd'hui de véritables autoroutes aquatiques profondes de plus de 20 mètres. Les pétroliers, les cargos et les puissantes vedettes capables de transporter des centaines de touristes soulèvent des vagues qui détruisent les *velme* et les *barene*, annulant les mouvements naturels qui freinaient l'avancée des marées.

Toutes ces perturbations contribuent à accroître l'érosion, qui ruine les fonds de la lagune et jusqu'aux fondations des immeubles. Selon les calculs du Consortium Venezia Nuova, 1,2 million de mètres cubes de terre disparaissent ainsi chaque année, chiffre que la province de Venise estime quant à elle à quatre millions. Les pêcheurs de moules qui «labourent» le fond de la lagune, selon une technique de pêche interdite mais largement tolérée, contribuent également à l'érosion.

A cela s'ajoutent les zones de pêche, ceinturées par des digues, qui réduisent d'autant l'aire d'expansion des marées. Vingt ans (1950-1970) de pompage des eaux souterraines ont fait baisser de 10 cm le niveau du sol de Venise. Enfin, la ville est victime des inondations que connaît toute la région et de l'élévation du niveau de l'Adriatique.

Résultat: en 1990, Venise était tombée 23 cm plus bas qu'en 1908. De plus, pendant 30 ans, de 1965 à 1995, les Vénitiens ont «oublié» de nettoyer les canaux de la ville, une pratique que leurs ancêtres considéraient comme indispensable pour des raisons physiques (faire mieux circuler l'eau des marées) et hygiéniques (évacuer les déchets accumulés).

Des écarts trop importants entre l'*acqua alta* et les marées basses

Les conséquences sont graves. D'un côté, on recense plus de 50 jours par an d'*acqua alta* (marée haute), qui font disparaître sous les eaux une grande partie des rues et des places de Venise. De l'autre, il est de plus en plus fréquent que les marées basses le soient tellement qu'elles ne permettent plus aux chalands et aux bateaux à vapeur de naviguer sur les canaux.

Le 4 novembre 1966, une gigantesque *acqua alta* a entièrement submergé Venise et les îles de la lagune pendant 24 heures. Les dégâts économiques et artistiques ont été énormes, mais pas autant que la vague de panique qui a parcouru le monde: un peu plus et la plus belle ville du monde succombait sous une avalanche d'eau... Et cela pouvait se reproduire à tout moment!

Le choc a été tel qu'il a provoqué un nombre incalculable d'initiatives: les comités nationaux et internationaux se sont multipliés, de même que les commissions d'étude, les lois et les projets. Les grands organismes internationaux se sont mis en état d'alerte, UNESCO en tête. L'organisation a transféré à Venise son Bureau pour la science et la technologie en Europe et entrepris le grandiose «Projet Venise». Cette initiative a produit une foison d'études et de rencontres afin d'examiner à la loupe tous les problèmes de la ville et de sa lagune: géologie et morphologie,

dynamique des eaux, processus chimiques et biologiques, contamination, démographie, trafic et assainissement des canaux.

Aucune autre ville au monde n'a été étudiée aussi en détails; aucune n'a été disséquée à ce point afin de cerner les raisons de son apogée et de sa décadence. Et, faut-il ajouter, aucun labeur aussi acharné n'a sans doute produit de si maigres fruits.

Le projet doterait les entrées des trois ports d'un système de vannes mobiles, coffres de 20 mètres de large, 20 à 30 mètres de haut et quatre à cinq mètres de profondeur

Mais tout compte fait, et au risque de tomber dans le schématisme, cette complexe affaire pourrait se résumer en deux phrases. On peut les lire, rédigées dans le jargon bureaucratique, dans la loi la plus importante née de la panique de 1966, celle de 1984, qui porte le numéro 798. Selon la première phrase, les travaux visant à sauver Venise doivent «restituer l'équilibre hydrogéologique de la lagune, freiner et inverser le processus de dégradation et éliminer les causes qui l'ont provoqué».

Autrement dit, il faut faire en sorte que les canaux retrouvent des niveaux acceptables (d'autres lois vont jusqu'à spécifier 12 mètres de profondeur), rouvrir les lagunes de pêche, recréer les *barene* et les *velme*, nettoyer les canaux. Mais, dans la même loi, une autre phrase à l'air anodin précise que toutes ces interventions doivent être menées à bien «en préservant les intérêts productifs et économiques de la zone».

En clair, si l'on s'en tient au texte, il faut à la fois rehausser le fond des canaux et laisser passer les pétroliers, redimensionner les ports de la lagune et maintenir le trafic actuel, contenir la houle et permettre le transport de hordes de touristes vers les îles de Torcello et Murano. Autant dire que les auteurs de la loi sont les héritiers directs du dramaturge Carlo Goldoni et de son *Arlequin qui servait deux maîtres*.

Depuis près de 20 ans, le système de digues ou de vannes mobiles envisagé comme solution est une véritable pomme de discorde, provoquant maints débats et discussions entre techniciens et politiques. Il a été baptisé MOSE, nom italien de Moïse et acronyme de *Modulo Sperimentale Elettromeccanico*, un prototype de vannes grandeur nature qui a été testé dans le canal de Treporti entre 1988 et 1992.

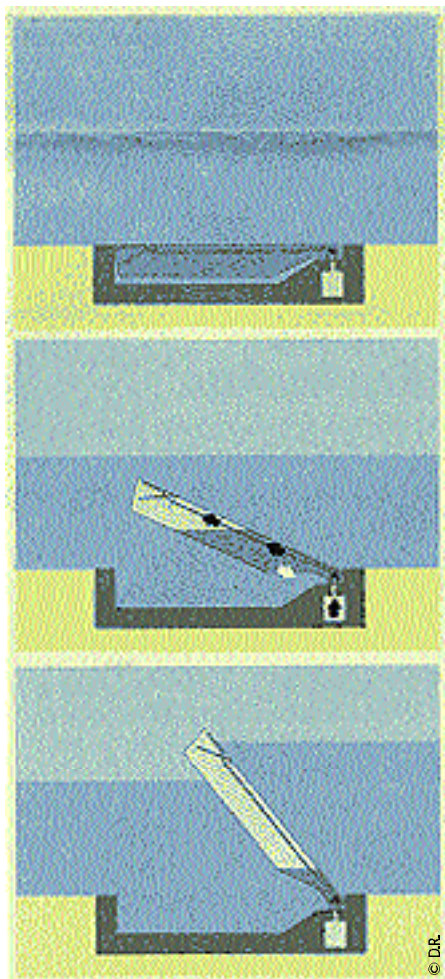
Après des années d'études et moult variantes, MOSE a été adopté par le Consortium Venezia Nuova, le groupe d'entreprises publiques et privées chargé d'entreprendre les travaux de préservation de la lagune par le ministère italien des Travaux publics et l'Office des eaux de Venise.

Le projet prévoit de doter les trois entrées des ports du Lido, de Chioggia et de Malamocco d'un système de vannes mobiles, sortes de grands coffres de 20 mètres de large, 20 à 30 mètres de haut et quatre à cinq mètres de profondeur. Dans des conditions normales et tant que l'amplitude de la marée ne dépassera pas un mètre, ces coffres remplis d'eau reposeront sur le fond du canal. En cas de marées plus fortes, dites «exceptionnelles» (il y en a sept par an en moyenne et exceptionnellement jusqu'à 20, comme en 1996), un système hydraulique remplira les coffres d'air afin de les surélever. ►

La construction du port industriel de Marghera et l'arrivée des pétroliers ont rompu les équilibres de Venise.



© Craziano Arici/Crazia Neri, Milan (Marghera)



Quand l'amplitude de la marée dépasse un mètre, les coffres sont surélevés en les remplissant d'air.

«Ces digues mobiles doivent absolument être évitées», répliquent Stefano Boato, les Verts, Italia Nostra, Greenpeace, Le Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'autres organisations écologistes, qui affirment que le projet serait désastreux pour un écosystème aussi fragile. Mais c'est surtout la municipalité de Venise et le ministère de l'Environnement et du Patrimoine culturel qui en appellent au principe de précaution. Ils soutiennent qu'avant de prendre une décision au sujet de ces digues mobiles, il faudra rétablir l'équilibre géomorphologique, hydraulique et biologique de la lagune. Entreprendre, par exemple, le nettoyage des canaux commencé en 1998 (voir encadré) et la surélévation du niveau du sol.

Derrière cette controverse, d'autres questions sont posées. Celle de l'autonomie de la ville, par exemple: le Consortium et l'Office des eaux dépendent du ministère des Travaux publics, qui se trouve à Rome, et les entreprises qui forment le Consortium sont de grandes firmes publiques et privées (comme Fiat), qui n'ont pas ou peu de liens avec Venise. Or, les Vénitiens, c'est bien connu, ont toujours eu l'habitude depuis 2 000 ans de résoudre leurs problèmes entre eux.

Et puis, il y a l'aspect économique: une somme de 2,6 milliards de dollars, qui de surcroît augmente tous les jours, c'est énorme. Si on affecte tout cet argent à un seul projet, que restera-t-il pour d'autres initiatives et pour les petites entreprises vénitiennes qui pourraient s'en charger? Finalement, toutes les grosses entreprises de Milan, Turin et Rome remporteraient la mise et Venise devrait se contenter des miettes.

Les risques d'une pollution irréparable

Le débat a été long. En novembre 1998, la Commission d'évaluation de l'impact environnemental du projet, désignée par le ministère de l'Environnement et présidée par la professeur Maria Rosa Vittadini, de la Faculté d'architecture de Venise, a rendu un avis négatif et invité le Consortium à réexaminer tous les aspects du projet. Un mois plus tard, une commission ministérielle a publié un avis allant dans le même sens, qui a été annulé en juin 2000 par le Tribunal administratif régional de la Vénétie. Aux dernières nouvelles, lors d'une réunion d'experts qui s'est tenue à Rome en juillet 2000, Giuliano Amato, président du Conseil italien, a déclaré que la décision finale lui reviendrait et a assuré qu'il la prendrait en Conseil des ministres avant la fin de l'année 2000.

Mais... et si le vrai problème de Venise, ce n'était pas les marées «exceptionnelles» comme celle de 1966? Et si la prochaine

catastrophe ne venait pas de la mer mais de la lagune? Chaque année, 25 millions de tonnes de marchandises naviguent sur la lagune, dont la moitié est du pétrole et ses dérivés. Il suffirait d'un seul accident de pétrolier pour provoquer des dégâts incalculables à l'écosystème, recouvrir les canaux d'un épais manteau de naphte et laisser à jamais une trace visqueuse et grasse au pied des églises et des palais. Le 29 novembre 1995, cinq tonnes de carburant léger se sont déversées dans la lagune, formant une immense tache qui a flotté à la dérive pendant quatre jours. Était-ce un avertissement?

Dans la ville des masques, il se pourrait même que le ciel rougeoyant du soir, qui embrase les églises et les palais et qui fascine tant les touristes, ne soit rien d'autre qu'un effet de l'air contaminé s'échappant des installations pétrochimiques de Marghera, et accentuant la frange rouge des radiations lumineuses. ■



Pierre Lasserre et Angelo Mazollo, *The Venice Lagoon Ecosystem*, UNESCO, 2000.

INSULA ET LE NETTOYAGE DES CANAUX

On peut comparer toute ville à une grande machine qui doit être régulièrement révisée et réparée.

Cette loi s'applique tout particulièrement à Venise, avec ses quelque 50 kilomètres de canaux accumulant chaque année près d'un demi-million de mètres cubes de déchets et de boues, ses 454 ponts et ses 100 kilomètres de rives, la plupart donnant sur les sous-sols de palais, d'églises et de couvents, reproduits dans les livres d'art du monde entier.

Bien que l'entretien de cette ville paraisse une nécessité évidente, il a fallu des années de discussion pour en prendre la décision. Le résultat s'appelle Insula, une société mixte (52 % des parts sont détenues par la municipalité et 48 % par quatre entreprises privées), née en juillet 1997 afin de gérer la machine urbaine de Venise.

En un peu moins de trois ans, Insula s'est fondée sur une énorme masse d'études réalisées par le bureau de l'UNESCO à Venise pour draguer plus de 22 kilomètres de canaux, extraire 123 000 mètres cubes de boues et restaurer 79 ponts. Elle va bientôt entreprendre le câblage de la ville par de la fibre optique car, pour survivre, Venise doit aussi se propulser à la pointe de la science et de la recherche. ■

LES ENFANTS «FLOTTANTS» DE L'ÉCOLE CHINOISE

James Irwin

Malgré les succès du pays en matière d'éducation, les enfants de migrants ont du mal à se faire une place à l'école. Et se rabattent, si possible, sur des circuits parallèles.



© Jacques Langevin/Sygma, Paris

École primaire d'enfants migrants dans une banlieue de Beijing. «Dans les petites classes, nos élèves ont à peu près le même niveau que dans les écoles officielles».

Tous les semestres, Li Shumei et Yi Benyao refusent des centaines d'enfants qui frappent à la porte de leur école, installée dans une ancienne fabrique de peinture à l'ouest de Beijing. Pas par mauvaise volonté; ils savent trop bien que pour ces enfants, ils représentent la seule chance d'aller à l'école. Mais ils n'ont tout simplement plus de place.

Leur école, qui n'est pas reconnue par les autorités, accueille plus de 1 300 enfants originaires de 28 provinces différentes. «Beaucoup d'entre eux ont deux heures de trajet et doivent prendre quatre bus pour arriver ici le

matin, souligne Li. Et ils travaillent dur, sachant qu'ils coûtent cher à leurs parents.» Ces enfants sont différents des autres jeunes citadins: ils font partie de la «population flottante» de la Chine, une expression qui désigne les gens qui vivent ailleurs que dans leur lieu de résidence officiel.

Les parents de ces enfants sont pour la plupart des paysans pauvres partis travailler dans les grandes villes. Employés à des tâches ingrates et précaires, sans sécurité sociale, ils réalisent le gros des travaux pénibles qui transforment le paysage urbain depuis une dizaine d'années. Officiellement, cette «population flottante» compte 100 millions de personnes, mais de nombreux observateurs

occidentaux l'estiment plus proche de 150 millions. Elle représente l'un des phénomènes d'exode rural les plus massifs de l'histoire.

Il a débuté en 1979, avec le démantèlement des communes populaires. A cette époque, la productivité agricole a fait un bond en avant. La terre a donc demandé moins de bras et de nombreuses familles ont migré vers les mégapoles comme Beijing ou Shanghai. Au milieu des années 80, le flot a grossi suite à la chute des revenus ruraux. Les autorités municipales ont durci la réglementation sur les migrations. Elles ont imposé aux candidats à l'exode de se munir d'une lettre d'embauche et d'un permis ►

Journaliste canadien basé à Shanghai.

► de résidence temporaire avant d'aller en ville.

En fait, des dizaines de millions de personnes n'arrivent pas à obtenir ce permis. Elles ne sont donc pas enregistrées là où elles vivent réellement, à la différence des migrants permanents, reconnus par les autorités. La précarité de leur statut les expose à toutes sortes de discriminations. Pour scolariser leurs enfants, elles n'avaient, jusqu'à une période récente, qu'une seule option: les inscrire dans un établissement non reconnu.

Li Shumei a quitté la province du Henan en 1993 pour vendre des vêtements à Beijing. A l'époque, se souvient-elle, il n'y avait pas d'écoles pour les enfants de migrants dans la capitale. Et ils n'avaient pas le droit de s'inscrire dans les établissements municipaux. Comme elle avait déjà enseigné, Li Shumei a commencé à faire la classe chez elle à une poignée d'élèves, avant d'ouvrir une école avec son mari. *«Dans les petites classes, nos élèves ont à peu près le même niveau en chinois et en mathématiques que dans les écoles officielles»*, estime Li.

Les enseignants ont appris à se passer de livres et de matériel scolaire. Mais le plus difficile, dit-elle, est d'aider les enfants à surmonter leur sentiment d'infériorité, lié à leur statut de citoyens de seconde zone. Comme l'école n'est pas reconnue, ils ont aussi du mal à réintégrer le système classique. Ils sont pourtant nombreux, dès l'âge de 12 ans, à retourner vivre chez des parents dans leur province d'origine, afin de poursuivre leur scolarité.

Le plus difficile est d'aider les enfants à surmonter leur sentiment d'infériorité, lié à leur statut de citoyens de seconde zone

Dans les écoles non reconnues, les instituteurs sont de jeunes diplômés originaires des mêmes provinces que leurs élèves, ou des retraités de Beijing. Ils touchent à peine la moitié du salaire officiel et n'ont aucune couverture sociale. Li doit se contenter des faibles droits d'inscription qu'elle demande (environ 100 dollars par an) pour gérer son école. Elle a aussi eu la chance de recevoir un généreux don d'un couple de retraités de Los Angeles, qui avait entendu parler de son travail par un journal de la diaspora. Lorsqu'elle a été expulsée de ses locaux par la police, cette somme lui a permis de se réinstaller ailleurs.

Selon la Fondation Ford, la capitale chinoise abrite 200 à 300 écoles non reconnues. Comme elles ne suffisent pas

à répondre aux besoins des quelque 100 000 enfants de migrants, nombre d'entre eux sont totalement privés d'éducation.

Dorothy Solinger, professeur de science politique à l'Université de Californie, est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Lutte pour la citoyenneté dans la Chine urbaine*. Selon elle, à Beijing, seuls 40 % des enfants de migrants de cinq à douze ans vont à l'école, contre 100 % des natifs de la capitale. La situation est la même dans d'autres villes en expansion comme Shenzhen ou Shanghai.

Seuls 40 % des enfants de migrants de cinq à douze ans vont à l'école, contre 100 % des natifs de la capitale

Chen Yi Fu, directeur de l'école élémentaire Hu Wan à Shanghai, estime que, *«dans certaines communautés de migrants, seulement 20 à 30 % des enfants vont à l'école»*. Les chiffres officiels disent autre chose. Selon une étude du Département de l'éducation de base, le taux de scolarisation des petits migrants se situait autour de 96,2 % en 1996. Quant aux 4 % restant, ils étaient considérés comme victimes du manque de place dans les écoles, des droits d'inscription élevés et d'un environnement familial défavorable.

La pression des médias et de membres de l'Assemblée nationale populaire a permis une évolution de la loi en mai 1998. Le gouvernement central a décrété que les écoles non reconnues seraient désormais autorisées et que les grosses municipalités n'auraient plus le droit de fermer les portes de leurs écoles aux enfants de migrants âgés de 6 à 14 ans, s'ils vivaient là depuis plus de six mois. De nombreuses villes ont réagi en rendant prohibitifs les droits d'inscription (jusqu'à 440 dollars par an, quand le revenu moyen d'un travailleur migrant à Beijing avoisine les 600 dollars). Et selon le *People's Economic Journal*, seules quelques rares villes comme Wuhan ou Guiyang ont jusqu'ici légalisé le statut des écoles de migrants.

«Les autorités de Shanghai ne s'estiment pas responsables de l'éducation des enfants de migrants, alors que ce sont eux qui se coltinent les travaux les plus durs», rapporte Chen Yi Fu. Originaire de la province d'Anhui, il s'occupe d'enfants de 13 provinces, qui lui payent près de 100 dollars par an. *«Ils font partie des chanceux»*, dit-il avant de se plaindre des 7 000 dollars de loyer qu'il doit payer chaque année à l'armée, propriétaire du terrain.

Sans parler de la loi de 1998, la situation semble néanmoins évoluer dans le bon sens.

Reconnaissant que le «miracle» économique chinois n'a pas profité à l'intérieur du pays, le gouvernement y a lancé des investissements de grande envergure. *«Il semblerait que les choses s'améliorent un peu»*, assure Dorothy Solinger. *Certaines municipalités autorisent les migrants à fonder leurs propres écoles et de plus en plus d'entre eux arrivent à payer les suppléments de droits d'inscription exigés par les écoles municipales. Sans compter que certains migrants ont maintenant de quoi se procurer le permis de résidence qui permet à leurs enfants de fréquenter ces établissements aux mêmes conditions que les autres.»*

Mais au fil des ans, les migrants ont pris l'habitude d'assumer seuls l'éducation de leurs enfants. *«En fait, nous aimerions autant que les autorités nous oublient»*, explique Chen Yi Fu. *Lorsqu'elles se manifestent, c'est en général pour fermer les écoles ou leur infliger des amendes.»*

Reste que selon toutes probabilités, la Chine rejoindra bientôt l'Organisation mondiale du commerce, s'exposant à la concurrence des marchés agricoles internationaux. Ses 800 millions de paysans pourraient en pâtir. Les problèmes posés par l'éducation des enfants de migrants et, plus largement, par les droits de ces «populations flottantes» n'en deviendront que plus pressants. ■

LE GRAND BOND ÉDUCATIF

En 1949, quand la République populaire de Chine a été proclamée, 20% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient scolarisés, et 80% de la population était analphabète. Depuis, ce pays d'1,2 milliard d'habitants a toujours fait de l'éducation une priorité. Le premier objectif des autorités a été d'assurer l'éducation primaire pour tous. Puis en 1986, elles ont adopté une loi étendant à neuf ans la scolarité obligatoire.

Selon le rapport¹ établi par la Chine pour le Forum mondial de l'éducation de Dakar (Sénégal, avril 2000), le taux net de scolarisation dans le primaire² atteignait 98,9% en 1998, tandis que le taux d'analphabétisme se limitait à 16,37%. Les efforts actuels consistent à améliorer l'accès à l'éducation dans les régions pauvres et abritant des populations minoritaires, à faciliter la collecte de fonds pour l'éducation et à élever le niveau des enseignants. ■

1. Internet: <http://www2.unesco.org/efa/wef/countryreport/china>

2. Nombre d'enfants scolarisés appartenant à la tranche d'âge officiellement définie comme celle de l'enseignement primaire, exprimé en pourcentage de la population totale appartenant à cette tranche d'âge.

l'éveil citoyen

Sommaire

1 | Lignes de front

- 16 L'État, un allié**
Kidane Mengisteab
- 17 Les militants du nouveau millénaire**
Julie Fisher
- 19 Mondialisation: un impératif «moral»**
Jagdish Bhagwati
- 20 Demain, une économie humaine**
Jean-Louis Laville
- 22 Une croissance inégalitaire**

2 | Les nouveaux citoyens

- 24 Loin de Seattle**
Jennifer Morrow
- 25 Les Igorots dans l'arène**
Victoria Tauli-Corpuz
- 27 Les Indiens sur le sentier de la mondialisation**
Marcos Almeida
- 28 La colère des gens de la brousse**
Crépin Hilaire Dadjo
- 30 Petit pêcheurs contre gros poissons**
Propos recueillis par Ivan Briscoe
- 31 La lutte des classes vue de la Silicon Valley**
Victoria Elliott
- 33 Reconstruire la relation**
Pierre Calame

3 | Le pouvoir réinventé

- 34 Gouvernance: le temps de la réforme**
Ivan Briscoe
- 35 ONG: une pensée et un contre-pouvoir**
Candido Grzybowski

Parce que la mondialisation a atteint les coins les plus reculés de la planète, «le monde est devenu mondialisé». Pour le meilleur, affirment les uns (pp. 19-20), et pour le pire, dénoncent les autres (pp. 20-21). Ces derniers, face à l'universalité et l'uniformité de cette révolution, ont donné naissance à une sorte d'internationale d'oppositions jusque-là éclatées, car les problématiques locales et mondiales sont désormais inséparables. Seattle a été leur révélateur.

Ce dossier invite à un voyage dans cette constellation de mouvements qui s'opposent au cours actuel de la mondialisation, dont les ONG sont le fer de lance (pp. 24 à 32). Aussi différentes que soient leurs situations, leurs revendications et leurs actions, militants environnementalistes américains, minorités ethniques des Philippines, mouvements indigènes de l'Equateur, paysans burkinabés, pêcheurs indiens ou «techniciens de surface» de la Silicon Valley convergent pour dénoncer les mêmes mécanismes et promouvoir la même aspiration: une nouvelle citoyenneté qui contrebalancerait le poids des affaires, un renouveau du politique face à l'économique. Pour cette opposition, la mise en réseau de ses expériences et la capitalisation de leurs enseignements devient ainsi une arme essentielle (p. 33).

Quels contours veut-elle donner à une future «gouvernance démocratique mondiale»? Les projets concrets restent flous (pp. 34-35), bien que la légitimité de ces ONG ne repose que sur la pertinence de leurs questions et de leurs propositions (pp. 35-36), ■

Dossier conçu et coordonné par Ivan Briscoe et René Lefort, respectivement journaliste au et directeur du *Courrier de l'UNESCO*.

L'État, un allié

► Kidane Mengisteab

► Directeur du département d'études africaines et afro-américaines à l'Université de Pennsylvanie et auteur de plusieurs ouvrages sur la mondialisation et le développement en Afrique. Il est d'origine érythréenne.

L'or qui n'est pas extrait reste poussière sur la poussière; l'aloès, s'il prend racine sur le sol, ne semble qu'une variété de bois qu'on fait brûler comme tant d'autres. Tire l'or de son filon, chacun en veut et veut payer; débite l'aloès et mets-le à l'encan, chacun pour en avoir donnerait l'or en échange.

Les Mille et Une Nuits

La mondialisation est souvent considérée comme un phénomène planétaire d'origine technologique, qui a conduit à une intensification des relations entre nations. Ce n'est cependant là qu'une de ses facettes, qui ne présuppose pas l'homogénéisation idéologique ou la rapide réduction de l'État providence auxquelles on assiste aujourd'hui.

Le débat sur la mondialisation ne porte pas sur l'intensification des interrelations mondiales, mais plutôt sur la conception du système international que la mondialisation projette. Cette conception implique un système économique international doté d'un code de conduite clairement identifié en matière de commerce, finance, taxation, politiques d'investissement, propriété intellectuelle et marché des changes, établi selon les principes du néolibéralisme et avec le minimum de réglementation gouvernementale. Comme le fait judicieusement remarquer Ellen Wood, une spécialiste de l'économie politique, cette conception du système international représente une nouvelle phase du capitalisme, «*plus universelle, plus incontestée et plus pure que jamais auparavant*».

Pour nombre de ses détracteurs, la mondialisation est essentiellement un processus antidémocratique faisant fi des intérêts de nombre de groupes. Mais ce processus ne résulte pas seulement des forces du marché. Il n'existe que grâce à l'acceptation, sinon au soutien actif des gouvernements, notamment ceux des pays avancés.

La liste des problèmes causés par la mondialisation est longue. Dans les pays à faibles revenus, comme ceux d'Afrique subsaharienne, où les gouvernements n'ont pas su ou voulu garantir à la population la protection la plus rudimentaire contre cette nouvelle phase du capitalisme mondial et les programmes d'ajustement structurel, la situation du peuple est particulièrement désespérée.

Les opposants à la mondialisation s'attaquent donc à d'authentiques problèmes. Mais il n'est pas sûr qu'ils parviennent à l'inverser, ni même à en atténuer les effets négatifs. Tout d'abord parce qu'ils sont souvent mal organisés. Ensuite, parce que la plupart d'entre eux s'attaquent à des problèmes particuliers au lieu de formuler une contre-proposition globale. À l'heure actuelle, celle-ci semble porter sur un système international qui ne soit pas façonné par les intérêts mesquins du capital mais qui tienne compte des intérêts de divers groupes sociaux. Elle est cependant encore un peu mince.

Qui plus est, ces opposants n'ont pas encore mis au point de stratégies viables pour freiner la mondialisation. Certains estiment qu'il faut affaiblir voir abolir des institutions comme la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC, qu'ils considèrent comme des agents de la mondialisation. Mais c'est bien parce qu'ils jouent ce rôle qu'on voit mal pourquoi les intérêts commerciaux et les

gouvernements le permettraient. Le bien-fondé de ces organismes ne peut diminuer que si les pays du Tiers Monde, notamment ceux à moyens revenus, commencent à réduire leur dépendance à leur égard sous la pression de la population.

Le principal problème des opposants à la mondialisation est néanmoins que beaucoup d'entre eux ne perçoivent pas le poids de l'État. Un combat victorieux en faveur d'une véritable démocratie populaire peut le libérer de la mainmise des intérêts commerciaux et financiers, et en faire un agent essentiel de la promotion d'intérêts sociaux au sens large. Au lieu de cela, de nombreuses ONG comptent sur la société civile, alors qu'elle ne peut se substituer à l'État en tant que décisionnaire politique. La lutte contre la mondialisation est essentiellement une lutte en faveur de la démocratie: l'État ne peut être court-circuité, il doit devenir un allié. ■

Un combat victorieux en faveur d'une véritable démocratie populaire peut libérer l'État de la mainmise des intérêts commerciaux et financiers, et en faire un agent essentiel de la promotion d'intérêts sociaux au sens large

Lignes de front

Les militants du nouveau millénaire

► Julie Fisher

A Seattle, les ONG ont surgi sur le devant de la scène. Mais, depuis des décennies, elles tissaient leur toile autour du globe. Visite guidée.

Partout, les bonnes nouvelles pleuvent sur le front économique. Dopée par la révolution des communications, la croissance mondiale nous promet une prospérité sans fin qui, dit-on, bénéficiera même aux peuples les plus démunis.

Les manifestants de Seattle, qui protestaient contre le soutien de l'Organisation mondiale du commerce aux formes actuelles de la mondialisation, ont été dépeints par certains médias comme des militants d'un genre nouveau, qui se mobilisent pour des choses mineures comme la sauvegarde des tortues de mer. Pourtant, la «bataille de Seattle» n'était que la partie visible d'une vieille guerre opposant les ONG aux pouvoirs en place.

Les ONG ont commencé à se multiplier il y a une trentaine d'années en réaction à trois maux inextricablement liés: la pauvreté, la surpopulation et la dégradation de l'environnement. La croissance démographique provoque souvent la déforestation et l'épuisement des sols, donc une augmentation de la pauvreté. Cette dernière chasse les gens ailleurs, où le même scénario se reproduit. Enfin, la destruction de l'environnement par les multinationales peut accélérer la progression de la misère.

Depuis quelques temps, les ONG et les organisations de base se concentrent sur ces priorités et incitent les gouvernements à les suivre. La vague militante actuelle ne témoigne pas d'un changement d'objectif. Elle montre que de plus en plus de gens comprennent que certains de leurs problèmes communs peuvent avoir une même cause: la mondialisation. Les agences économiques et financières internationales constituent depuis longtemps des cibles de choix. Mais la nouvelle vigueur des critiques reflète une meilleure coordination des ONG face à la rapidité des changements économiques et à la passivité des autorités politiques.



Les ONG ont réussi une mobilisation sans précédent à Seattle, contre la mondialisation voulue par le FMI et l'OMC.

© Stéphane/Gamma, Paris

► Chargée de programme à la Kettering Foundation de Dayton (Ohio), qui travaille sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de la démocratie. Son dernier livre, paru en 1997 chez Kumarian Press, s'intitule *Nongovernments: NGOs and the Political Development of the Third World* (Non-gouvernements: les ONG et le développement politique dans le tiers-monde).

Toutefois, la vraie question est de savoir si ces acteurs de la société civile, à supposer qu'ils trouvent des alliés résolus dans les gouvernements, sont à la hauteur des extraordinaires défis globaux de notre époque. Personne ne saurait le dire, mais un survol général du paysage non gouvernemental mondial peut livrer quelques indices. Le développement, l'aide humanitaire, les réfugiés, les droits de l'homme et la ►

- démocratisation sont les principales préoccupations des ONG internationales (ONGI). Depuis 1995, on en recense environ 20 000 dotées de filiales dans plus de trois pays. S'y ajoutent quelque 5 000 ONG basées dans un pays du Nord mais déployant des activités à l'étranger.

Bien que leur nombre ait quadruplé depuis 1970, les ONGI semblent bien démunies face aux urgences humanitaires. En 1995, sur les 60 milliards de dollars d'aide au développement, 10 milliards seulement transitaient par ces organisations.

Et pourtant, celles-ci sont devenues des acteurs majeurs. Elles font pression sur les organisations et les conférences internationales avec un succès grandissant. Du protocole de Montréal régulant les émissions d'ozone (1987) à la conférence du Beijing sur les femmes (1995), elles ont contribué à maintenir au premier rang des préoccupations des thèmes comme l'environnement et les droits humains.

Mais l'étape la plus marquante de leur histoire est sans doute la prolifération des ONG dans les pays du Sud. Depuis une trentaine d'années, des jeunes pourvus d'une solide éducation profitent de l'aide étrangère pour fonder une association. Ils créent parfois des branches locales des ONGI, mais définissent le plus souvent leur propre programme, y compris pour lutter contre la répression politique.

Presque partout, ce processus s'est appuyé sur un partenariat entre deux types d'ONG: les associations de base et les ONG de soutien. Les premières, gérées par du personnel local, s'attachent au développement de leur propre communauté. Certaines – comme les groupes de femmes – sont apparues récemment. D'autres en revanche sont issues d'organisations communautaires comme les tontines (structures de micro-crédit), qui fonctionnent depuis des milliers d'années.

Plusieurs centaines de milliers de groupes de base existent sans doute en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Face à la crise de l'environnement et à la montée de la pauvreté dans les années 80, ces associations, parfois appuyées par des initiatives individuelles, se sont constituées en réseaux. Dans l'Oranji, au Pakistan, l'un d'eux a réussi à équiper 100 000 personnes en eau potable et en unités d'assainissement.

A l'arrière-plan, environ 50 000 ONG de soutien, très professionnalisées, canalisent l'aide internationale vers la base. En Bolivie par exemple, plusieurs d'entre elles se sont unies pour promouvoir les serres à énergie solaire.

D'autres organisations s'attaquent à la corruption et à la défense des droits de l'homme. Au Maharashtra (Inde) un centre anti-corruption soutenu par un réseau d'organisations de base a fait démissionner 40 cadres des impôts. Ce genre de militantisme politique accède parfois aux enceintes mondiales à en croire Victoria Tauli-Corpuz, qui raconte comment des militants autochtones sont arrivés devant les Nations unies à Genève (pp. 24-25).

Le recul de l'autocratie a aussi conduit à la création d'ONG spécialistes des processus démocratiques. Elles supervisent par exemple la constitution des listes électorales et le déroulement des scrutins, et ont fait élire certains de leurs leaders à des postes de responsabilité locale.

Les nombreuses ONG qui militent pour des changements politiques majeurs n'en appellent pas forcément à la rue. Une ONG brésilienne propose par exemple un numéro vert (gratuit) permettant aux citoyens de signaler les problèmes environnementaux. Il n'existe pas toujours de frontière nette entre les ONG et les autorités. En Inde, l'Integrated Child Development Service mène ses campagnes à travers des associations et par l'intermédiaire de sections des gouvernements locaux et fédéral.

De puissants acteurs de la société civile émergent aussi dans l'ancien bloc communiste. La plupart des quelque 75 000 ONG de cette région ont été créées ou ressuscitées après 1989 par l'afflux de l'aide étrangère. Elles fournissent souvent des services sociaux que l'Etat ne peut plus rendre mais sont rarement enracinées dans la vie locale – les organisations locales comme les coopératives ayant laissé de trop mauvais souvenirs. Parmi les plus innovantes, certaines ont été fondées pour répondre à la crise environnementale.

Elles jouaient presque, à l'origine, le rôle de mouvements d'opposition et continuent à défier les gouvernements. Le micro-crédit fait aussi son chemin dans la région.

Les pays riches ne sont pas en reste. Aux Etats-Unis,

70% des associations ont moins de 30 ans. Les mouvements nés du développement d'Internet, comme ceux que décrit la jeune militante Andrea del Moral (pp. 22-23), sont plus récents encore.

Ce bref tour d'horizon montre à quel point il est difficile de baliser le paysage associatif mondial, aussi complexe que vaste, aussi dynamique que prometteur. Il existe même des réseaux internationaux et des ONG nationales – la Grameen Bank au Bangladesh ou la Working Capital aux Etats-Unis – qui se veulent des stimulants pour l'économie et le commerce. Elles montrent que la lutte contre une mondialisation sans conscience n'est pas forcément motivée par la haine du profit. Le monde associatif représente bien plus qu'une collection d'ONG: il reflète la capacité des citoyens à s'unir pour améliorer la vie publique.

On a beaucoup parlé d'Internet et de sa contribution au renforcement de la société civile. Certes, il a souvent permis de mobiliser des individus du monde entier. Mais des millions de personnes n'ont toujours pas accès au téléphone, encore moins à l'ordinateur. Et si elles y parvenaient, elles trouveraient plus sûrement sur le Net une publicité pour une boisson non alcoolisée que des conseils sur l'art et la manière de purifier l'eau. En réalité, le rôle du virtuel dans la régulation de la mondialisation dépendra avant tout des liens humains noués dans la vie réelle. ■

L'étape la plus marquante de l'histoire des ONG est leur prolifération dans les pays du Sud

Lorsque les gens combattaient l'esclavage, l'apartheid ou le colonialisme, ils ne demandaient pas un partage plus équitable des bénéfices. Ils combattaient ces systèmes en soi. De même, nous ne pouvons pas nous contenter de réclamer le partage des profits de la mondialisation. Nous devons combattre ce système.

Martin Khor, directeur du Third World Network (Malaisie)

Mondialisation: un impératif «moral»

► Jagdish Bhagwati

Selon ce spécialiste du commerce international, la réduction de la pauvreté passe par la libéralisation des marchés et l'intégration de l'économie mondiale.



La mondialisation, remède à tous les maux: des paysans indiens ne semblent pas convaincus.

© Donald Stampfli/AP/Boomerang, Paris

La «mondialisation» est un terme à la mode. Elle est aussi devenue le terrain d'affrontement de deux groupes antagonistes: les «anti» en ont peur et soulignent ses aspects négatifs. Ils désirent la domestiquer par des interventions musclées, voire la paralyser. Quant aux «pro» (dont je suis), ils préfèrent la louer et mettre en lumière ses côtés positifs, tout en veillant à en arrondir les angles grâce à des mesures appropriées pour la rendre encore plus attrayante.

Selon de nombreux opposants, le principal défaut de la mondialisation est qu'elle est amoral, voire immorale. Mais ils en ont une approche trop générale. Ce terme recouvre en effet la grande variété de phénomènes qui marquent l'intégration de l'économie mondiale: commerce, flux de capitaux à court terme, investissements directs à l'étranger, immigration, convergence culturelle, etc. Les péchés des uns ne peuvent faire oublier les vertus des autres. Certains sont véniels, y compris s'ils échappent à toute surveillance ou réglementation; d'autres peuvent être fatals si on laisse le marché seul maître du jeu.

La libéralisation du commerce, par exemple, ne présente guère de danger: si j'échange un peu de mon dentifrice contre quelques-unes de vos brosse à dent, chacun de nous s'en trouvera mieux que si nous n'avions rien échangé du tout. Il faudrait une imagination débridée, et un esprit dérangé, pour penser que cette libéralisation des échanges conduit à la crise économique. En revanche, il n'y a que les idéologues pour nier que la libéralisation hâtive des flux de capitaux à court terme, sous la pression de ce que j'ai appelé le «complexe du Trésor public américain», a contribué à précipiter la gigantesque crise financière asiatique.

Il n'est pas plus censé de dire, comme les non-économistes effrayés par la mondialisation, que la libéralisation du commerce est un mal, sous prétexte que celle des flux de capitaux à court terme a provoqué des crises et pourrait en provoquer d'autres. En fait, il existe des similitudes évidentes entre le libre-échange et la libre circulation des capitaux – la segmentation des marchés provoque des pertes de profit dans les deux cas, par exemple. Mais leurs divergences sur les plans économique et politique sont encore plus criantes, et les décideurs ne peuvent pas les ignorer.

Les anti-mondialisation réagissent en réalité, souvent de façon viscérale, à un autre problème: la victoire du capitalisme sur son principal adversaire, le communisme. Pour les universitaires idéalistes, qui ont toujours cherché une alternative au capitalisme, perçu comme un univers cupide et dénué de conscience sociale, la situation est psychologiquement intenable. Du coup, certains se sont tournés vers le théâtre de rue, le nihilisme et l'anti-intellectualisme qui a caractérisé ces dernières années. D'autres, plus fins, ont succombé à une représentation stéréotypée des multinationales: ces forces «du mal» se seraient emparées de l'Etat, des institutions démocratiques et même des instances internationales comme l'Organisation mondiale du commerce.

Ce que ces opposants oublient souvent, c'est que certaines libertés économiques sont essentielles à la prospérité et au bien-être social, et sont donc de la plus haute valeur morale. La propriété et le marché, par exemple, encouragent une production et une distribution efficaces des richesses et peuvent ensuite créer des moyens de subsistance échappant au ►

► Expert en économie internationale au Council on Foreign Relations de New York. Actuellement en congé de l'Université de Columbia, où il est professeur d'économie et de science politique, il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages.

Personne
ne vous oblige
à manger
chez McDonald's.

Paul Krugman, économiste
américain (1953-)

► contrôle des gouvernements. La démocratie se trouve alors renforcée au fur et à mesure que des groupes d'exclus, comme les femmes ou les pauvres, accèdent à l'instruction, à des emplois rémunérés et à une meilleure santé, grâce à l'augmentation des dépenses publiques ou à des stimulants économiques.

Les critiques de la mondialisation vont encore plus loin en la rendant responsable de la pauvreté persistante et de la prétendue aggravation des inégalités locales et internationales. Dans les pays riches, les syndicats craignent en outre que leurs adhérents pâtissent de l'importation de produits fabriqués dans les pays pauvres par une main-d'œuvre bon marché.

Toutes ces inquiétudes sont infondées. On démontrerait aisément qu'en Inde, où vit près d'un quart des pauvres de la planète, le protectionnisme et l'hostilité au marché ont fait stagner le taux de croissance à 3,5% par an pendant un quart de siècle, sans effet notable sur la pauvreté. En revanche, depuis que la croissance est repartie, dans les années 80, la pauvreté a décliné. Le taux de croissance dépend de plusieurs facteurs; mais il profite toujours de la libéralisation des échanges et des investissements étrangers, combinée à une bonne gestion des marchés.

Quant aux inégalités entre les nations, ce sont précisément les pays qui ont opté pour l'intégration à l'économie mondiale, c'est-à-dire les quatre grands d'Extrême-Orient (Corée du Sud, Hong-Kong, Japon, Taïwan) puis les pays de l'ASEAN, (Association des nations du Sud-Est asiatique) qui ont connu une croissance spectaculaire. Pendant ce temps, ceux d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui restaient repliés sur eux-mêmes ne parvenaient ni à décoller ni à lutter contre la pauvreté.

Dénoncer l'appauvrissement de nos travailleurs n'est pas plus convaincant. Selon mes recherches, la tendance à la baisse des salaires liée à l'évolution technique a été freinée grâce au commerce avec les pays pauvres. Il apparaît que les multinationales utilisent à l'étranger les mêmes technologies que dans leur pays et ne profitent pas de leur influence pour assouplir à leur avantage les normes locales.

Les anti-mondialisation réclament que les lois du commerce international incluent certaines règles sur l'environnement et le travail. Mais en créant de nouveaux «obstacles» au libre-échange, on sape la liberté du commerce; et en mêlant le commerce à la morale, on risque de ruiner la morale elle-même. Les autres pays ont alors l'impression que le discours éthique est mis au service du protectionnisme et d'intérêts particuliers. ■

Demain, une économie humaine

► Jean-Louis Laville

La prétention à faire du marché l'ordonnateur suprême de nos sociétés est une utopie fort ancienne mais qui ne résiste pas aux faits.

A partir du début des années 80, marquées par les révolutions thatchérienne et reaganienne, le néo-libéralisme a semblé s'imposer sur la planète sans rencontrer d'opposition sérieuse. Mais les réactions se multiplient face aux dégâts occasionnés: inégalités, paupérisation, exclusion, destructions environnementales. D'un côté, les intégristes du marché prônent une dérégulation poussée au point que le seul secteur marchand finirait par intégrer toutes les activités humaines; la puissance publique ne détiendrait plus que les instruments de l'exercice de sa force: armée, justice, et, en partie, police et prison. De l'autre, les partisans d'une économie humaine, de plus en plus nombreux, se retrouvent derrière la formule: «oui à l'économie de marché, non à la société de marché». Ils affirment la nécessité de rétablir plus de régulation, sous des formes nouvelles, y compris au niveau de l'espace économique d'aujourd'hui: le monde.

Cette opposition est vieille de trois siècles au moins. Elle est née au moment où l'ordre religieux s'est effondré. Au début du XVII^e siècle, Galilée démontre que la Terre tourne autour du soleil, contrairement à ce qu'affirment les Ecritures. Les philosophes affirment que l'ordre social est ce que les individus en font. Le dogme consistant à dire que tout pouvoir vient de Dieu, qui assigne à chacun une place «naturelle» dans la société, vole en éclat. Les sociétés sont confrontées à un défi inédit: définir le «contrat» qui devra les lier désormais.

Deux réponses radicalement opposées s'affrontent. La première, «politique», fait confiance à la volonté et à la vertu des individus pour décider, ensemble et librement, de ce nouvel ordre. La seconde, «économique», trouve la démarche politique trop confiante dans la nature humaine, donc fragile: ce nouvel ordre doit reposer sur des fondements inébranlables. Ce sont les

► Sociologue, auteur
en particulier de *Une Troisième
Voie pour le travail*
et *L'Economie solidaire:
une perspective internationale*,
Desclée de Brouwer, Paris, 1999 et
2000.



Un manifestant thaïlandais porte un fardeau qui symbolise le Fonds Monétaire International.

«lois» de l'économie, «naturelles» et donc immuables. La première de ces lois est que tout individu est d'abord mû par son intérêt personnel, dont le ressort principal est le désir d'abondance. Ce désir universellement partagé unifiera en quelque sorte les sociétés et, de fil en aiguille, les organisera au mieux dans leur ensemble. C'est le premier glissement de l'économie de marché vers l'utopie d'une société qui lui serait tout entière soumise.

Une première supercherie consiste donc à affirmer comme une évidence la «modernité» de cette idéologie libérale si forte aujourd'hui, et le retour en arrière que représenterait la re-création de mécanismes régulateurs plus puissants, «politiques», pour contrebalancer la primauté d'intérêts privés sur l'intérêt général. L'Ecosais Adam Smith exposait les fondements de cette idéologie voilà plus de deux siècles.

Certes, à un ensemble de marchés locaux et internationaux très étroitement encadrés s'est substitué au XIX^e siècle un marché beaucoup plus «libre» mais qui a lui-même engendré des institutions régulatrices. Par un mouvement de balancier, l'idée d'un marché

gouvernant la société s'étant révélée impraticable, les marchés d'aujourd'hui intègrent «des règles, des institutions, des réseaux qui encadrent et contrôlent la rencontre et la formation de l'offre et de la demande¹». Mais ils sont contestés par un nouvel élan de dérégulation. La définition de l'économie marchande est donc une question «politique, hautement conflictuelle²», qui n'arrête pas de se poser.

Mystification

La deuxième supercherie est de prétendre que l'économie de marché est la seule productrice de richesse et de richesses pour tous: leur accroissement depuis 20 ans s'est accompagné de l'augmentation des inégalités. Un seul exemple: les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres.

Enfin, et c'est la troisième mystification, l'économie réelle repose *de facto* sur trois pôles, comme l'a démontré Karl Polanyi³. Dans l'économie marchande, les termes de l'échange sont fixés par le prix, les acteurs se déterminant en fonction de leur intérêt. Mais elle admet de nombreuses contributions non marchandes, ne serait-ce que les aides et les subventions versées aux entreprises. Dans l'économie non marchande, la répartition des biens et des services s'exerce largement par le biais du service public, selon des règles édictées par une autorité publique soumise au contrôle démocratique. C'est le «welfare state». Dans l'économie non monétaire, enfin, la priorité va à la réciprocité: les prestations que les groupes ou les personnes s'échangent n'ont de sens que par le lien social qu'elles permettent de nouer. Elle est très présente dans la famille ou dans les associations et organisations de solidarité.

Les entreprises bénéficient ainsi de l'apprentissage effectué dans le cadre domestique et héritent de ce fait d'un «capital social». De même, en particulier dans le secteur des services en pleine expansion, elles profitent de l'investissement immatériel – comme l'éducation – qui relève largement de la collectivité publique. Elles bénéficient de commandes et d'investissements publics. Elles dépendent des choix politiques des Etats. Ces quelques exemples suffisent à prouver que l'opposition entre économie marchande et non marchande ne résiste pas aux faits, pas plus que l'opinion consistant à dire que la première est la seule source de richesse. Mieux vaut s'inscrire dans une perspective plus réaliste et moins idéologique, celle d'une économie plurielle. C'est en la plaçant au centre d'un débat public qu'il devient possible de sortir de la dictature d'un marché conçu comme une norme abstraite et impersonnelle s'imposant à tous. L'économie humaine de demain ne peut se construire qu'à travers l'articulation de marchés régulés, d'Etats et de sociétés civiles démocratiques. ■

1. J. Gadrey, *Services, la productivité en question*, Desclée de Brouwer, Paris, 1996.

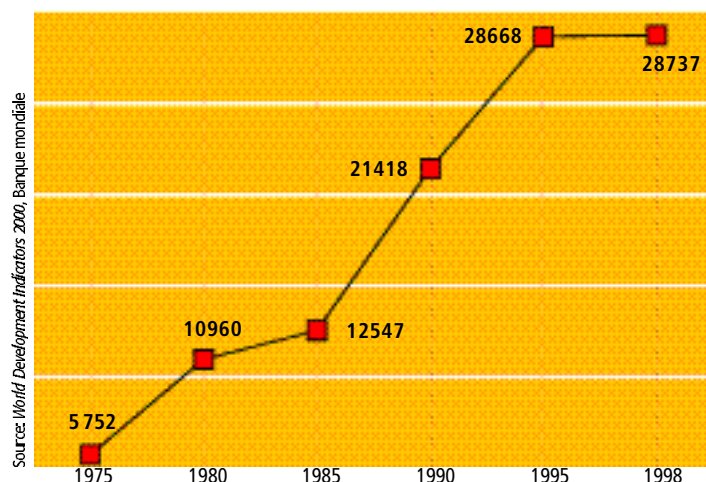
2. Idem.

3. *La Grande Transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 1983.

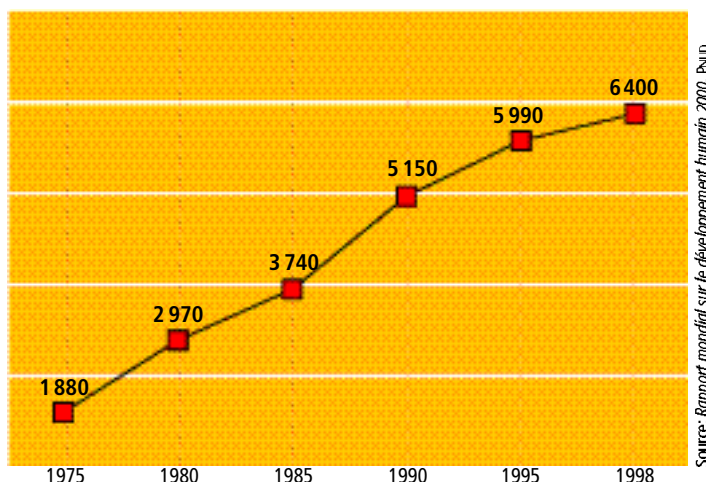
Une croissance inégale

L'enrichissement global d'un côté, la persistance de la grande pauvreté et le creusement des inégalités de l'autre: c'est l'argument massue des opposants à la globalisation.

Evolution du produit intérieur brut mondial
(en milliards de dollars de 1995)



Evolution du produit intérieur brut mondial par habitant
(en dollars de 1995)



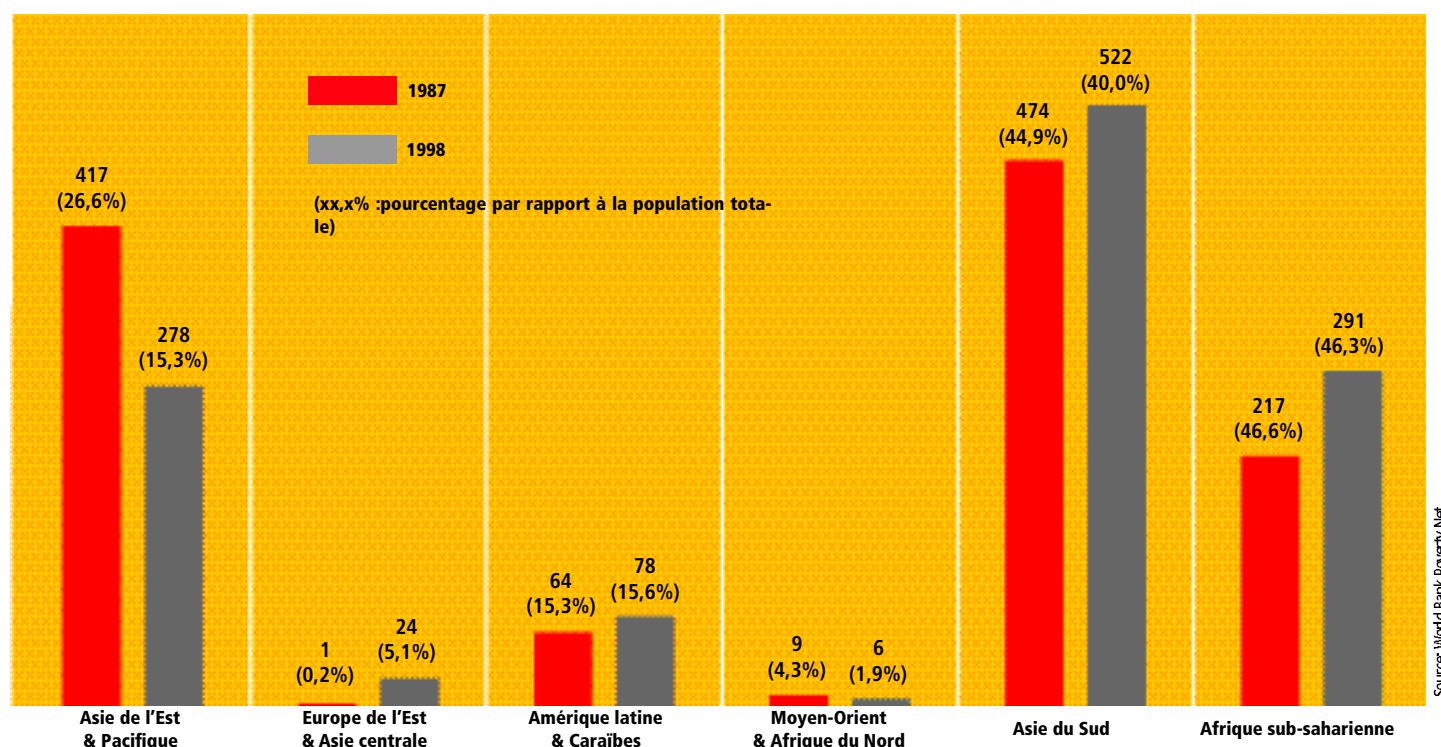
Le produit intérieur brut mondial a été multiplié par plus de 5, en valeur réelle, pendant les 25 dernières années (ci-dessus à gauche). Pendant la même période, le produit intérieur brut mondial par habitant n'a été multiplié que par 3,5 (ci-dessus à droite). Mais cette croissance n'a pas également profité à tous. Le nombre absolu des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour dans les pays non-développés est resté pratiquement stable (un peu moins de 1,2 milliard) pendant

la dernière décennie (ci-dessous). L'écart entre la part des revenus que s'approprient les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de la population mondiale a plus que doublé pendant les 40 dernières années (page suivante, en haut à gauche), et pratiquement triplé si l'on se réfère aux cinq pays les plus riches et les plus pauvres de la planète (page suivante, en haut à droite). Et ces écarts sont encore plus marqués dans différents domaines: par exemple, les 20% les plus pauvres ne comptent que 0,2% des utilisateurs

d'Internet, dont 93,3% appartiennent aux 20% les plus riches (page suivante, au milieu).

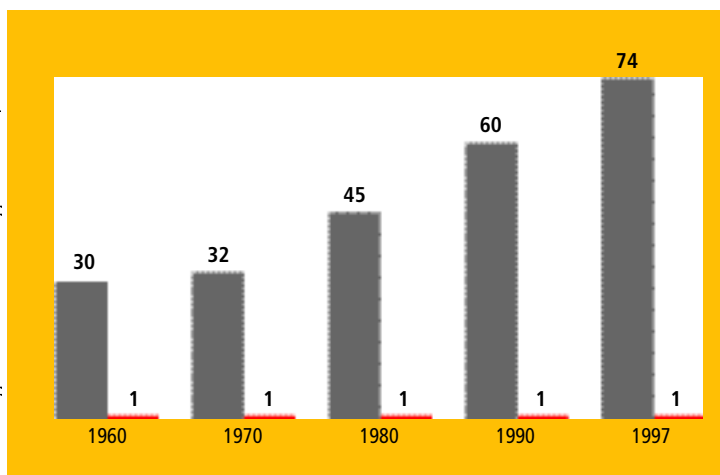
Enfin, la comparaison entre la valeur des ventes de grandes multinationales et le PIB de différents pays illustre de façon éloquente le poids des premières dans les affaires du monde. (page suivante, en bas).

Personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour dans les pays en développement et en transition

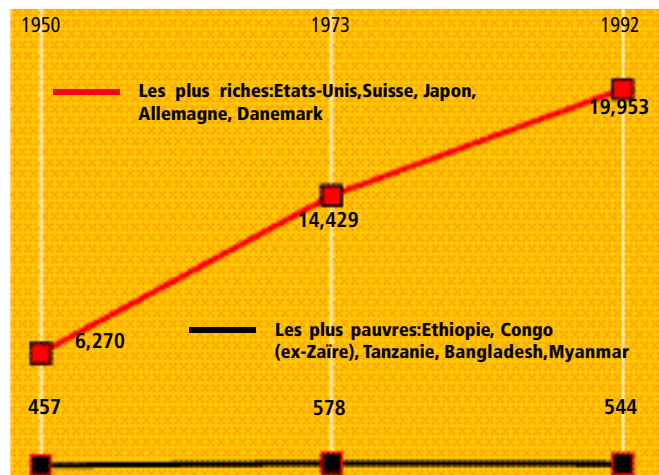


Evolution du rapport entre les parts de revenu des 20% les plus riches et des 20% les plus pauvres de la population mondiale

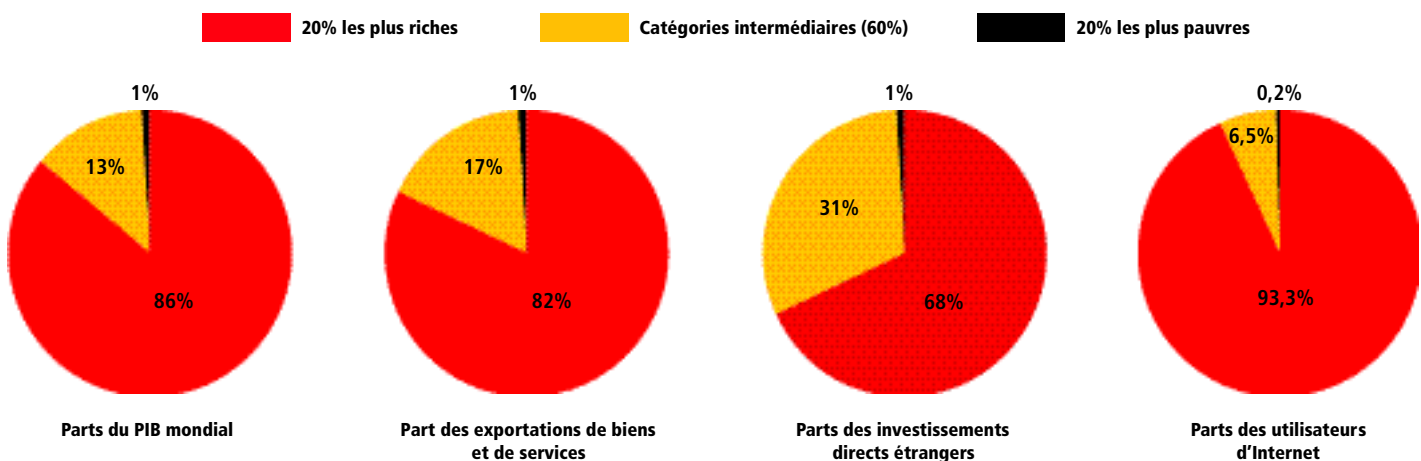
Source: Les Rapports mondiaux sur le développement humain, PNUD



Evolution du produit national brut par habitant des cinq pays les plus riches et les plus pauvres (en dollars de 1990)

Source: Angus Maddison, *Monitoring the World Economy 1820-1992*, Paris, CECD, 1995

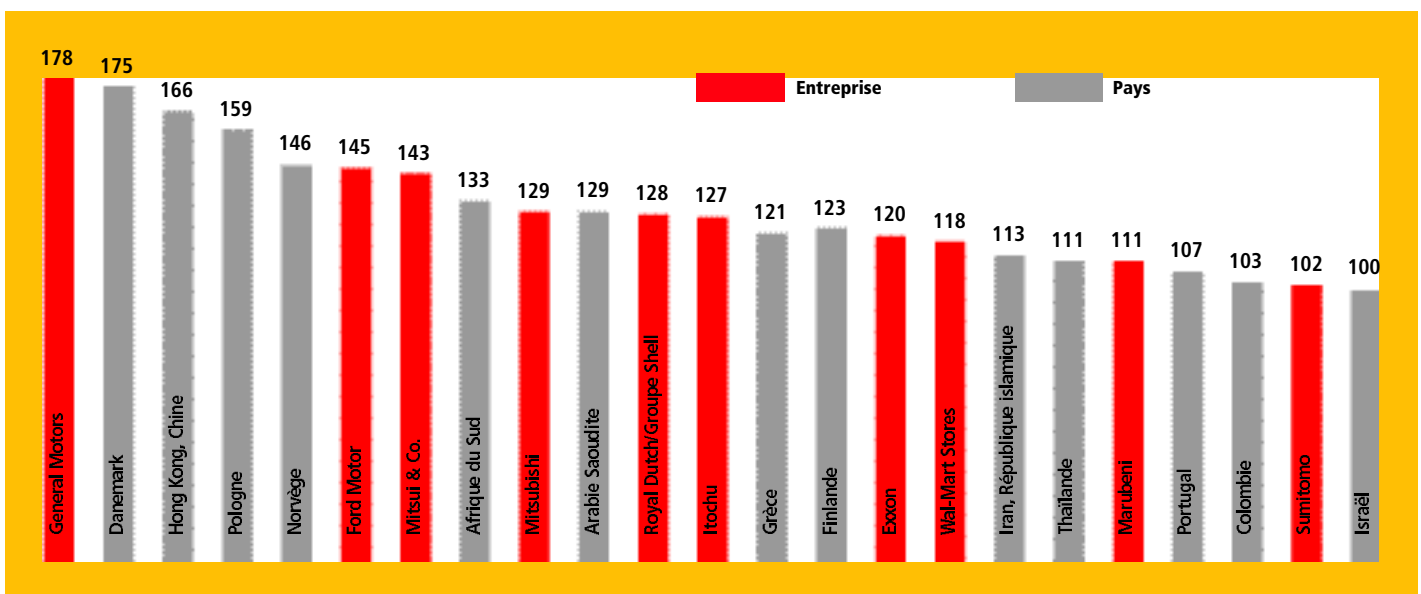
Disparités entre riches et pauvres en termes d'opportunité à l'échelle mondiale (1997)



Source: Rapport mondial sur le développement humain 1999, PNUD

Les ventes de grandes entreprises mondiales dépassent le produit intérieur brut de nombreux pays (1998)

Source: Forbes Magazine, Banque mondiale



Loin de Seattle

► Jennifer Morrow

Après s'être frottée au militantisme actif et à la police, une jeune Américaine revient à la terre pour combattre les multinationales de l'agroalimentaire.



© Andrea del Moral / libreplanet@hotmail.com

«**M**ange. En Ethiopie, les enfants crèvent faim.» Des centaines de gamins américains ont entendu ce refrain. Et répondu aussi sec: «Vous z'avez qu'à leur envoyer mes brocolis!» Mais à 22 ans, Andrea del Moral se demande encore: pourquoi des enfants meurent-ils de faim? «Je ne comprends toujours pas, dit-elle. Il y a bien assez à manger dans le monde.»

A force de se poser la question, Andrea s'est marginalisée. Née dans la riche ville de Seattle (Etat de Washington), elle a refusé plusieurs emplois lucratifs pour se consacrer à une seule chose: comprendre comment peuvent coexister prospérité et famine.

Mais l'énigme résiste. Après avoir passé un an à militer – avec manifestations contre l'OMC à Seattle et Washington, actions de sensibilisation, campagnes itinérantes dans tout le pays –, Andrea avoue sa frustration. Son expérience l'a obligée à réévaluer sa stratégie contre les grands groupes qui, à son avis, nuisent à la sécurité alimentaire.

Avec ses boucles courtes et ses pantalons trop larges, elle se décrit comme «un peu punk» mais n'a rien de la rebelle arrogante. Réfléchie, équilibrée, elle a le rire facile et ne se prend pas au sérieux. Qu'une jeune femme comme elle qui n'a jamais connu la faim se consacre corps et âme à ce problème a quelque chose d'étonnant, même pour ses propres parents. Elle estime pourtant qu'ils y sont pour beaucoup. Son père est professeur de botanique et sa mère travaille pour l'Agence américaine de protection de l'environnement. «J'ai grandi avec cette éthique [écologique]», dit-elle avant d'ajouter: «Et ma famille m'a toujours encouragée à faire ce que je voulais».

Au grand dam de ses parents, Andrea a commencé par abandonner ses études à l'Université de Montréal pour devenir militante à temps plein. Elle survit alors en donnant des cours et en travaillant dans des théâtres et prend ses premières leçons de subversion à Montréal, au contact d'un groupe de jeunes d'une vingtaine d'années. Ils montent des pièces de théâtre de rues dénonçant les manipulations génétiques, collent de fausses étiquettes sur des produits contenant des OGM et manifestent devant les supermarchés.

Comme des milliers d'autres militants des quatre coins de la planète, Andrea del Moral a d'abord vent par le Web du rassemblement de Seattle contre l'OMC (novembre 1999). «Au début, je ne savais même pas ce qu'était l'OMC», dit-elle. Mais en surfant sur le Net, elle ne tarde pas à se familiariser avec des termes comme «stocks de semences industrielles» ou «biopiraterie».

Impuissance face à l'agriculture industrielle

Elle en apprend aussi beaucoup sur les institutions de Bretton Woods et leur sœur, l'OMC. Elle réalise qu'à l'origine, «ces institutions n'ont pas été créées par des gens avides de dominer le monde mais sur la base de bonnes intentions qui ont mal tourné». Pour elle, «les grandes organisations sont devenues des structures de pouvoir en contradiction flagrante avec la démocratie directe». Elle reconnaît que les institutions internationales sont nécessaires pour réguler et harmoniser les lois de différents pays. Mais elle craint qu'elles ne se préoccupent plus du profit économique que des gens, et préfère les voir disparaître.

Avant Seattle, Andrea parcourt les Etats-Unis en tous sens, participant à des manifestations, à des ateliers

sur la désobéissance civile et à des cours d'écologie sociale – une philosophie qui milite pour une vie proche de la nature et pour une agriculture biologique. Très vite, elle comprend qu'elle sait parler aux foules. Mais à force de rencontrer des gens, elle découvre surtout les limites de ses théories.

Elle se souvient d'une conversation avec un fermier de l'Ouest du Canada. Il était d'accord pour dire que les multinationales comme Nabisco manipulaient les prix de sa récolte à leur avantage mais ne voyait pas en quoi l'agriculture biologique pourrait résoudre ses problèmes d'argent. «*Pour lui, c'était une question de profit, pas de production. Nous voulions faire avancer les choses, mais nous ne sommes que des gosses des villes*, dit-elle. *Je ne me vois pas dire à ces gens que j'ai les bonnes solutions.*»

Déçue par cette rencontre, Andrea décide de creuser le sujet et se dit que Seattle, où des dizaines de milliers de militants s'apprentent à se retrouver, est le meilleur endroit pour comprendre l'économie mondiale. Elle arrive dans sa ville natale la veille de Thanksgiving – jour de bombance aux Etats-Unis. Personne ne s'attend alors au déferlement de violence qui va avoir lieu entre le 30 novembre et le 3 décembre.

Au fur et à mesure que les délégués de l'OMC arrivent, la sécurité est renforcée. En marchant dans les

rues de son enfance, Andrea sent le sol se dérober sous ses pieds. Sa première rencontre avec les brigades anti-émeutes, dans un parking, est un moment de vérité: ses amis et elle, armés de leurs seules idées, se retrouvent face à face avec beaucoup plus fort qu'eux. «*A cet instant précis*, raconte-t-elle, *j'ai compris qu'une sorte de guerre était déclarée contre nous et que [la police] était son incarnation visible... J'espère m'en souvenir chaque jour de ma vie.*»

Pour éviter d'être arrêtée, Andrea recule. Mais les nuits et les jours sans sommeil qu'elle passe à échapper à la police finissent par venir à bout de ses forces. Une fois de plus, elle se demande si elle utilise son énergie à bon escient. «*Nous ne vaincrons jamais l'agriculture industrielle, alors à quoi bon continuer?*», se dit-elle.

Andrea del Moral reste militante dans l'âme mais n'a pas encore trouvé sa place au sein du mouvement contre la mondialisation. Aujourd'hui, elle ne se bat plus en première ligne, préférant se consacrer à l'agriculture biologique. Elle travaille à la ferme, dans les collines tranquilles du Vermont. Elle gagne 50 dollars par semaine à labourer la terre, recycler des semences et pratiquer des méthodes de culture ancestrales qui, pense-t-elle, viendront un jour à bout de la faim dans le monde. ■

Après la guerre froide, la quatrième guerre a commencé.

Sous-Commandant Marcos, chef de l'Armée zapatiste de libération nationale, après les manifestations de Seattle

Les Igorots dans l'arène

► Victoria Tauli-Corpuz

Célèbre pour son combat contre un barrage, ce peuple autochtone se bat aujourd'hui contre la libéralisation de l'économie philippine. Témoignage de l'une de ses principales avocates.

J'ai commencé à militer dans les milieux étudiants après avoir vécu à Manille au plus fort du mouvement contre la guerre du Vietnam. Mais je savais que je retournerais un jour chez moi pour aider mon peuple. Depuis l'établissement de la loi martiale en 1972, nous ne pouvions agir que sous couvert d'ONG, si nous voulions rester dans la légalité. J'en ai donc créé une six ans plus tard pour aider les autochtones à s'organiser et leur offrir des programmes de santé communautaires.

Victoria Tauli-Corpuz (à gauche) avec la militante guatémaltèque Rosalina Tuyuc.



© Tebtebba Philippines

Nous avons élevé la conscience sociale et politique de notre peuple et l'avons mobilisé contre la dictature de Ferdinand Marcos. Nous avons compris que nous étions opprimés parce que nous étions autochtones, et qu'il fallait se battre pour l'autodétermination et l'autonomie de la région. Dans les années 80, devant notre opposition persistante, le gouvernement a renoncé à son projet de barrage sur le fleuve Chico, qui aurait entraîné le déplacement d'environ 300 000 Igorots¹.

A l'époque, nous avions déjà constaté combien il était important de faire partie d'un réseau international pour bénéficier de soutiens dans notre lutte contre le régime militaire. Nous avons découvert la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'avons mise à notre service. Parallèlement, les peuples autochtones se sont mobilisés pour faire pression sur les Nations unies afin qu'elles s'intéressent aux violations ►

1. Les Igorots sont un peuple autochtone composé de six groupes ethno-linguistiques: les Ibaloy, les Kankana-ey, les Ifugao, les Kalinga, les Apayao/Isneg et les Bontoc. Ils vivent dans les montagnes du nord des Philippines et pratiquent une religion très liée à la nature. Selon le recensement de 1995, la région compterait au total 125 483 Igorots.

► Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba, basée à Manille (tebtebba@skynet.net). Ce Centre des peuples autochtones pour la recherche et l'éducation a été créé en 1996 pour promouvoir la cause de ces peuples et étudier les conséquences de la mondialisation sur leur mode de vie.

- des droits de l'homme perpétrées à leur rencontre. Depuis la création en 1982 du Groupe de travail des Nations unies sur les populations autochtones, ces dernières ont régulièrement participé à la rédaction d'instruments visant la protection de leurs droits.

Quoi qu'il en soit, je reste convaincue que les luttes locales et nationales ont plus de poids que l'action internationale. Si la dictature de Marcos est tombée, c'est surtout grâce à la majorité pauvre, qui s'est mobilisée pendant plus de 20 ans. Il a fallu attendre que le régime devienne extrêmement impopulaire pour que l'élite philippine et la communauté internationale commencent à lui retirer leur soutien.



© Anselmet/Rapho, Paris

J'ai vu aussi comment les conquêtes réalisées sur le terrain peuvent être contrecarrées par des institutions internationales comme la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). A la fin des années 70 et dans les années 80, j'ai contribué à la mise en place de programmes de santé pour les communautés autochtones. Puis les politiques d'ajustement structurel de la BM et du FMI ont entraîné des réductions drastiques des budgets de la santé.

La libéralisation de la législation philippine sur l'investissement et le commerce a réduit à néant la plupart des progrès réalisés. La lutte pour les droits sur nos terres ancestrales, par exemple, a été sapée par la loi sur l'exploitation minière de 1995. Selon ce texte, les sociétés étrangères peuvent disposer entièrement de terres riches en minerais de 81 000 hectares au maximum, pendant une période pouvant atteindre 75 ans. En 1998, lorsqu'a été adoptée la loi sur les droits des peuples autochtones (qui est loin de nous donner satisfaction), ces sociétés sont allées jusqu'à remettre en question sa constitutionnalité devant la Cour suprême.

On nous a dit que si nous voulions nous développer, il fallait cesser de produire pour notre seul usage et viser le marché mondial. Or, aujourd'hui, ceux qui ont opté pour les cultures d'exportation font faillite, à cause de la concurrence

déloyale des produits agricoles importés, fortement subventionnés. Des aliments bon marché comme les frites prêtes à cuire, le blé, les oranges et les poires, le poulet surgelé, etc., inondent le marché national, détruisant les sources de revenus de dizaines de milliers de villageois. Et tout cela est arrivé parce que le gouvernement philippin a pris des engagements dans le cadre du GATT (l'ancêtre de l'Organisation mondiale du commerce, OMC).

Cette situation n'est pas spécifique aux Philippines. Au Pérou, les pommes de terre de nos sœurs quechua pourrissent dans les champs parce qu'elles ne peuvent pas concurrencer les frites américaines toutes prêtes. Au Mexique, les importations de maïs et de blé ont détruit la production traditionnelle des autochtones. L'insécurité alimentaire empire de jour en jour et les gens perdent leurs revenus.

Nous sommes souvent mal représentés

Certes, nos gouvernements ont tort de signer ces accords et de soutenir un modèle économique qui ne peut être durable, car il repose sur la dette. Mais nous sommes parfaitement conscients des pouvoirs de l'OMC, du FMI, de la BM, de l'OCDE ou du G8. Les économies qui ne rentrent pas dans le rang deviennent des parias. La mondialisation des systèmes de production et de consommation d'une élite de quelques pays, sociétés commerciales et individus menace l'existence de modes de vie autochtones durables qui contribuent à la biodiversité.

La Fondation Tebtebba («discours» dans la langue des kankana-ey-igorots) a été créée en 1996 à cause de tout cela. En travaillant aux niveaux local et national, j'ai découvert qu'il y avait une faille. Les décisions prises à l'échelon mondial ont un impact direct sur nos vies quotidiennes et peuvent anéantir des années de travail et de progrès. Pourtant, il nous est impossible de peser sur ces décisions. Comme nous sommes absents de l'arène globale, d'autres parlent en notre nom et nous représentent, souvent mal.

Les autochtones font pression auprès des Nations unies pour qu'elles adoptent la Déclaration des droits des peuples autochtones. Ils font aussi campagne pour ralentir ou stopper le rythme effréné de la mondialisation. La Fondation Tebtebba a adopté la Déclaration des peuples autochtones à Seattle. Nous demandons à l'OMC, entre autres, d'annuler l'accord sur les ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, TRIPS en anglais) – un instrument juridique qui permet à des entreprises privées de s'approprier nos ressources biologiques et génétiques, ainsi que nos savoirs traditionnels, et de breveter la vie elle-même.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines. Nous avons besoin de toutes sortes d'alliances, y compris avec des gouvernements, pour établir un monde qui nous permette d'exister en tant que peuples à part entière et dans lequel règnerait la justice sociale, économique et environnementale. ■

Repères

Population (millions, 1998): **72,9**

PNB (milliards de dollars): **78,9**

PNB par habitant (dollars): **1 050**

Population vivant avec moins d'un dollar par jour (%): **18,7**

Source: Rapport sur le développement humain 2000, Pnud.

Des Indiens sur le sentier de la mondialisation

► Marcos Almeida

D'accord pour la mondialisation, disent les leaders indigènes équatoriens. Mais seulement si elle préserve leurs cultures et suscite un dialogue égalitaire avec le Nord.



© Silvia Izquierdo/AP/Boomerang, Paris

Les manifestants venus de l'ensemble de l'Équateur ont échoué contre le dollar.

Luis Macas est l'un des dirigeants et intellectuels les plus en vue du mouvement indigène équatorien. Il sacrifie à la tradition en portant le poncho et le chapeau noirs de sa communauté saraguro, dans le sud des Andes équatoriennes. Mais cela ne l'empêche pas de s'occuper de l'édition sur Internet du bulletin de l'Institut pour la connaissance des cultures indigènes. Ni de diriger ce centre basé à Quito après avoir été président de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE) et député du Mouvement pour l'union plurinationale Pachakutik-Nuevo Pais.

La CONAIE et sa branche politique, le mouvement Pachakutik, représenté par six députés (sur 123) au Parlement monocaméral, ont compté parmi les principaux protagonistes de l'insurrection populaire de janvier 2000, qui a surpris le monde entier en occupant les sièges des pouvoirs législatif et exécutif à Quito. Après s'être alliés à un groupe de jeunes officiers révoltés par la corruption, ils ont obligé le président Jamil Mahuad à quitter le pouvoir et le pays. En revanche, ils n'ont pas réussi à enrayer le projet de «dollarisation» de l'économie, qui a abouti à l'élimination de la monnaie nationale, le sucre.

Du jamais vu en Amérique latine

Pour Luis Macas, retrouver son identité a un sens non seulement pour les Indiens (30% de la population) mais aussi pour la société tout entière (12 millions de personnes). Selon lui, après une période de quête identitaire – durant laquelle les populations indiennes revendiquent leurs terres et leurs cultures ancestrales –, on peut dépasser les frontières ethniques pour émettre des propositions politiques intéressant tout le monde. Macas insiste sur la nécessité de se démarquer de la gauche latino-américaine traditionnelle, qui proteste sans proposer d'alternatives. Il fonde donc de grands espoirs sur le pouvoir local: en mai 2000, le mouvement indigène a conquis 27 mairies et cinq des 22 préfectures provinciales. Du jamais vu en Amérique latine.

Cette victoire électorale, estime Macas, doit se traduire par une meilleure formation des cadres locaux d'origine indienne et par une participation communautaire plus démocratique: «*Le technique et* ►

► Journaliste équatorien.

- *le politique sont aussi importants l'un que l'autre; il faut renforcer les deux», résume-t-il.*

Mariano Curicama semble parfaitement maîtriser et le technique et le politique. Le maire du canton de Guamote, situé dans la province de Chimborazo, qui compte plus de 133 communautés indiennes, allie une longue expérience de leader indigène à un dynamisme impressionnant. «*Vous ne me trouverez jamais dans mon bureau*», explique-t-il aux journalistes. Deux fois réélu depuis 1992, cet Indien quechua de la cordillère centrale, qui a commencé comme maçon à 17 ans, a révolutionné son canton en encourageant la participation citoyenne à la vie publique à travers des assemblées locales, et en exploitant la *minga*. Il a mis cette tradition quechua de travail communautaire au

service de projets menés avec l'aide de grandes organisations gouvernementales et non gouvernementales des États-Unis, de Norvège, du Chili et des Pays-Bas. Le résultat crève les yeux: routes, eau potable, canaux d'irrigation, reboisement et pisciculture ont surgi là où les anciens gouvernants n'avaient semé que pauvreté et clientélisme. Il y a quelques mois, Mariano Curicama a créé une chambre de commerce indigène destinée à promouvoir et commercialiser la production des Indiens, à l'échelle nationale et internationale. La mondialisation ne lui fait pas peur: «*Il ne faut pas rater le coche, dit-il, ou nous serons mis à l'écart.*»

Miguel Llucio, ex-député et coordinateur national du mouvement Pachakutik, est lui aussi convaincu que le pays doit élargir son horizon. L'insurrection tran-

quille de janvier, dit-il, «*a été une réaction inévitable à une situation – la dollarisation et la mondialisation des échanges – qui nous est imposée et pourrait nuire à notre évolution politique. Il est donc important d'entrer en contact avec tous ceux qui, dans le monde, luttent pour proposer d'autres solutions. Les gens des pays industrialisés peuvent nous apporter beaucoup, et nous, les pays du tiers-monde, nous pouvons aussi leur apporter beaucoup, nos valeurs et notre vision communautaire, par exemple.*»

Miguel Llucio avait 13 ans la nuit où il a quitté sa petite maison de Sacaguan (près de Guamote) où il vivait avec sa famille, des paysans analphabètes, pour sauter dans le camion plein de patates qui allait l'em-

mener vers les champs de canne à sucre de la côte. Jusque-là, il ne connaissait que son coin des Andes. Il a été ouvrier agricole, cireur

de chaussures, marchand de glaces, charpentier, dirigeant syndical et politique, député, et aime à se définir comme défenseur de «*l'intégrité de l'être humain.*»

C'est à la lumière de sa longue expérience qu'il pèse le pour et le contre de la mondialisation. «*Mon parcours va dans ce sens: d'abord je ne connaissais que Sacaguan, puis j'ai découvert le village voisin de Guamote et son école, et ensuite la réalité équatorienne et latino-américaine. J'ai fini par me demander: "Que pensent les gens des pays industrialisés, les Européens? Comment les toucher et établir une éventuelle coordination avec eux?"*». De la réponse que l'on donnera à ces questions en Equateur et dans les pays du Nord dépendra en grande partie l'avenir du premier pays d'Amérique latine à avoir renoncé à sa monnaie. ■

Repères

Population (millions, 1998): **12,2**

PNB (milliards de dollars): **18,4**

PNB par habitant (dollars): **1 520**

Population vivant avec moins d'un dollar par jour (%): **20,2**

Source: Rapport sur le développement humain 2000, Pnud.

Il est important d'entrer en contact avec ceux qui luttent dans le monde

La colère des gens de la brousse

► Crépin Hilaire Dadjo

Au Burkina Faso, la FENOP aide les agriculteurs à faire face à la libéralisation du secteur et du commerce agricoles, et se tourne vers les poids lourds du mouvement paysan mondial.

La la carrure d'un bûcheron, par la forme physique et par la force morale. Ousséini Ouédraogo, la quarantaine, coordonne les programmes de la Fédération nationale des organisations paysannes (FENOP). Cette structure, créée en 1996, rayonne sur tout le territoire du Burkina Faso à travers ses 197 unions, ses 500 associations de base et ses quelque 400 000 membres.

Ingénieur agronome, Ousséini Ouédraogo, descendant de la princesse Yennenga – l'ancêtre des Mossés, la principale ethnie du Burkina –, se bat pour les agriculteurs burkinabés. Dans ce pays sahélien, près de 80 % de la population vit de la terre. Mécanisation agricole quasiment inexistante, analphabétisme, faiblesse des rendements, y témoignent de la précarité des paysans. Pourtant, le pays leur doit tout. Principale source de devises, le coton a rapporté les deux tiers des

recettes d'exportation en 1998, soit plus 1,2 milliard de FF. Quant à l'élevage, il a représenté cette année-là 15 % des exportations (270 millions de FF).

«*Pour nous, le paysan est un citoyen à part entière, soutient Ousséini Ouédraogo. Il a droit au respect. Nous travaillons à valoriser son statut, à défendre ses intérêts.*» C'est contre un «ennemi intérieur» que la FENOP a fait ses premières armes. Dès 1997, un bras de fer l'oppose à la Société des fibres textiles (SOFITEX), qui règne sur la filière du coton (monopole sur les intrants et la commercialisation). Sur le terrain, c'est la déprime. Un voile noir s'est abattu sur «l'or blanc». Les champs de coton sont envahis par des chenilles. Et catastrophe! Les pesticides fournis par une filiale de la SOFITEX sont inefficaces. Des paysans s'exilent, d'autres se suicident.

Prendant l'opinion à témoin, Ousséini Ouédraogo et les siens font appel au «quatrième pouvoir» et invitent

► Journaliste à l'agence Jade (Burkina Faso).



© Jorgen Schryer/Still Pictures, Londres

L'«or blanc» a provoqué un endettement dramatique des paysans.

En Afrique, si la mondialisation ne se traduit pas par l'égalité de tous, elle doit encore moins être la domination du plus fort sur le plus faible.

Gertrude Mongella, ancienne parlementaire tanzanienne, Secrétaire générale de la conférence de Beijing sur les femmes (1995)

un organe de la presse privée, *Le Pays*, à se rendre sur le terrain. La SOFITEX contre-attaque en organisant pour d'autres journaux des tournées de propagande dans la zone cotonnière. C'est alors que la FENOP bénéficie du soutien inespéré de *L'Indépendant*, dirigé par le célèbre journaliste d'investigation Norbert Zongo (qui sera assassiné le 13 décembre 1998). La contestation enfle et le gouvernement doit se résoudre à calmer le jeu: il efface toutes les dettes. De mémoire de paysan, jamais on n'avait vu l'Etat reculer devant la colère des gens de la brousse.

De cette victoire, la FENOP est fière. Mais il faut continuer à se battre, et cette fois sur le front plus large de la libéralisation du secteur et du commerce agricoles. A partir des années 80, les politiques d'ajustement structurel ont porté de rudes coups aux aides aux agriculteurs (engrais subventionnés, formation, etc.). Par ailleurs, la baisse des taxes à l'importation a contribué à accroître la concurrence entre les produits nationaux et étrangers sur le marché intérieur. Les accords intergouvernementaux conclus en janvier 2000 dans le cadre de la politique d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest n'ont fait que renforcer cette tendance à l'abaissement des barrières douanières. Et là comme souvent, le petit paysan n'a guère eu son mot à dire.

Dans ce contexte, la FENOP a engagé deux batailles, contre la «banane ivoirienne et le riz asiatique», symboles par excellence de la libéralisation des échanges. Mais la lutte contre la banane de Côte-d'Ivoire semble vaine. Même si elle est moins bonne que la petite burkinabée, elle a un meilleur look et coûte moins cher. Produite dans de grandes exploitations modernes, elle bénéficie de conditions agro-climatiques plus favorables.

La bataille contre le riz asiatique – qui s'impose au détriment des céréales locales – paraît un peu mieux engagée. A condition de démêler les fils de la corruption. «Nous avons fait une enquête, raconte Ousséini

Ouédraogo. Pour constater que la tonne de ce riz coûte 25% moins cher sur le marché de Ouagadougou qu'elle ne le devrait si les importateurs respectaient toutes les taxes.» Il ajoute que le riz burkinabé «est de meilleure qualité car il provient de récoltes récentes, alors que le riz importé est parfois vieux de 7 à 10 ans. Et il est certain que pour les conserver, on a dû lui adjoindre des produits chimiques. Mais beaucoup de consommateurs ignorent tout cela».

Une agriculture citoyenne

Selon ses dirigeants, la FENOP se bat pour que les producteurs ne soient plus les dindons de la farce mondialisée et sachent se positionner sur les marchés d'avenir. Elle va sur le terrain pour informer et former les paysans. Elle produit et diffuse des films à la télévision nationale sur les filières porteuses comme les oléagineux: arachide, karité, sésame. Rares sont en effet les paysans qui savent par exemple que ce dernier a rapporté il y a deux ans quelque 30 millions de FF. Un pactole récolté grâce à la qualité du sésame burkinabé (cultivé sans engrais, faute de moyens!), au moment où les produits bio sont en vogue en Europe et en Asie.

L'ouverture des frontières a donc parfois du bon. Mais attention à ne pas vendre son âme au diable. «C'est aussi cela que nous défendons. Une sorte d'agriculture citoyenne, explique Ousséini Ouédraogo. A la façon de José Bové, en France. Nous avons d'ailleurs adopté une motion de soutien, en septembre 1999, en faveur de ce paysan français alors emprisonné.» Face à un Etat qui cherche à diviser et à dénigrer le mouvement paysan, la FENOP sait qu'elle a besoin d'alliés. Elle a participé début juillet 2000 à la création d'une organisation régionale des mouvements paysans d'Afrique de l'Ouest et entretient des contacts avec la Via Campesina, un mouvement mondial de soutien aux cultures et aux luttes des agriculteurs. Ce n'est pas encore la guerre du Sahel contre Mc Donald's, mais les organisations paysannes fourbissent leurs armes. ■

Repères

Population (millions, 1998): **11,3**

PNB (milliards de dollars): **2,6**

PNB par habitant (dollars): **240**

Population vivant avec moins d'un dollar par jour (%): **61,2**

Source: Rapport sur le développement humain 2000, Pnud.

Petits pêcheurs contre gros poissons

En 10 ans, le père Kocherry a été propulsé à la tête des 10 millions d'Indiens qui luttent contre la pêche industrielle, les élevages de crevettes et la pollution. Interview.



© Ron Cillling/Still Pictures, Londres

Un petit port indien menacé par la pêche industrielle.

« *La vie sur Terre, dont dépendent la santé et le bien-être de l'humanité, ne doit pas être sacrifiée à la cupidité de quelques-uns* », déclarait l'année dernière le père Thomas Kocherry, en recevant le prix Sophie, créé par le romancier norvégien Jostein Gaardner, pour son action en faveur de l'environnement. Ce prêtre catholique a participé à la création du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche, fondé en 1997, dont il est l'un des coordinateurs.

Les 10 dernières années ont été marquées par des manifestations de pêcheurs à travers tout le pays. Pourquoi un tel mécontentement ?

En 1991, l'Inde a adopté une nouvelle politique économique qui a permis, entre autres, le développement de la pêche hauturière. D'énormes navires étrangers ont obtenu des permis de pêche dans le cadre d'entreprises mixtes et moyennant des redevances versées au gouvernement. Les 25 000 navires de ce type qui existent dans le monde ont pillé toutes les mers, sauf l'océan Indien. Dans les pays en développement, ils menacent 100 millions de personnes, qui vivent de la pêche. La nouvelle politique indienne aura forcément des conséquences à long terme sur la vie des pêcheurs locaux; elle risque de les chasser de chez eux. Après les quatre grèves nationales menées par 10 millions de pêcheurs à partir de 1993, le gouvernement a nommé le comité Murari, qui a produit 21 recommandations en vue de changer de politique. Comme le Conseil des ministres les a acceptées, le gouvernement n'accorde

plus de nouveaux permis depuis 1996. Sans doute pour la première fois dans l'Histoire, des pêcheurs ont réussi à faire barrage à la mondialisation.

Votre mouvement s'inquiète du développement de l'élevage de crevettes destinées à l'exportation.

Pourquoi fait-on de l'aquaculture? Parce que telle ou telle variété de crevette, de seiche ou de saumon a été si exploitée qu'on ne la trouve plus en mer. Toute monoculture est inquiétante car elle repose sur l'utilisation intensive de pesticides et d'engrais chimiques, qui polluent toute la région environnante. De plus, les rizières censées couvrir les besoins essentiels de la population sont réaffectées à l'aquaculture; les mangroves, où quantité d'espèces se reproduisent, sont détruites et on pollue l'eau potable en introduisant de l'eau salée à l'intérieur des terres. Au total, cette activité nouvelle [les élevages de crevettes ont envahi 200 000 hectares de côtes] chasse du littoral pêcheurs et habitants. L'aquaculture intensive, financée par la Banque mondiale, est contrôlée par de grosses sociétés. Son mot d'ordre pourrait être «prends l'oseille et tire-toi»: il faut gagner de l'argent rapidement et partir ailleurs.

En 1996, la Cour suprême a ordonné l'arrêt de tous les élevages aquacoles. Loin d'obtempérer, le gouvernement et les partis politiques ont pris le parti de la Banque mondiale et des multinationales. Ils ont demandé que la décision soit révisée et ont présenté un nouveau projet de loi que la chambre haute du Parlement s'apprête à approuver. Les pêcheurs sont très en colère.

En quoi les pêcheurs indiens se sont-ils distingués des autres ?

Tout le secteur de la pêche est contrôlé par des flottes et des entreprises industrielles, qui ont dépeuplé 75 % des zones poissonneuses. Que ce soit en Inde, aux Etats-Unis ou en Europe, les petits bateaux et les villages de pêcheurs n'ont aucune chance de survie. Mais les victimes de la mondialisation peuvent changer certaines choses. Du Nord au Sud, les pêcheurs se battent contre une industrie destructrice et contre le pouvoir des multinationales. Les groupements locaux de pêcheurs, gardiens de ces richesses naturelles, devraient gérer les ressources. ■

Propos recueillis par Ivan Briscoe, journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.



www.south-asian-initiative.org/wff

Repères

Population (millions, 1998): **982,2**

PNB (milliards de dollars): **427,4**

PNB par habitant (dollars): **440**

Population vivant avec moins d'un dollar par jour (%): **44,2**

Source: Rapport sur le développement humain 2000, Pnud.

La lutte des classes vue de la Silicon Valley

► Victoria Elliott

En Californie, le saint des saints de la nouvelle économie est le théâtre de mouvements sociaux qui illustrent tous les grands problèmes de la mondialisation.

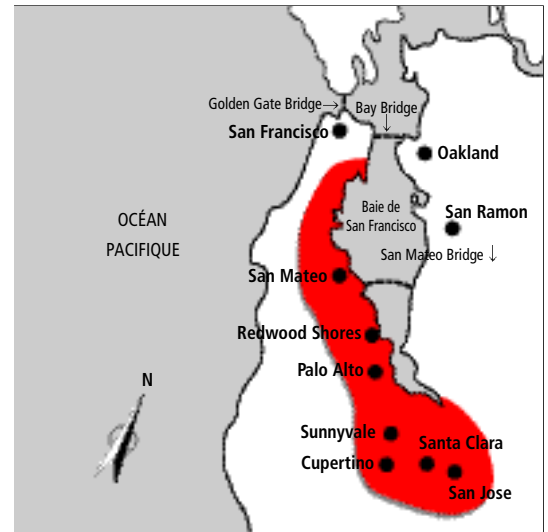
Vicente Mendoza, un immigré mexicain, vit en Californie. Tous les matins, à l'heure de pointe, il parcourt les 25 km qui séparent Oakland de San Ramon, où il prend son service à 9 h dans un restaurant. A 14 h, il rentre chez lui pour une halte d'une heure ou deux. Puis, il se rend à son second travail, à une quarantaine de kilomètres de son domicile. Il doit traverser le pont San Mateo qui surplombe la baie de San Francisco pour rejoindre les locaux de la société Advanced Micro Devices, à Sunnyvale. Là, il fait le ménage dans les bureaux de 18 h à 2 h 30 du matin. Lorsqu'il rentre enfin chez lui, il est 3 h 15 du matin.

Malgré ces cadences infernales, Mendoza a trouvé le temps et l'énergie de participer, en avril dernier, à la manifestation qui a réuni 5500 agents d'entretien syndiqués à la Service Employees International Union. Ce syndicat a lancé le mouvement Justice for Janitors (justice pour les agents d'entretien) et organisé le rassemblement de Sunnyvale pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail. Les manifestants, qui travaillent en général dans l'ombre, arboraient cette fois des t-shirts rouges dans le but affiché de se faire remarquer.

Conscients de leur régression sociale

Opération réussie. Ces laissés-pour-compte de la Silicon Valley, le cœur de l'économie high-tech en plein essor, ont bel et bien attiré l'attention sur eux. Alors qu'ils travaillent sans relâche pour tout juste joindre les deux bouts, ils restent en marge d'une industrie qui a déjà produit plus de richesse qu'aucune autre dans l'histoire.

Les militants anti-OMC réunis à Seattle en décembre 1999 n'ont guère parlé de ce nœud de l'économie mondiale. Pourtant, pour certains d'entre eux comme Raj Jayadev, un fils d'immigrés indiens qui a grandi à San Jose, au sud de la baie de San Francisco, la Silicon Valley concentre tous les grands problèmes de la mondialisation. «*La lutte des travailleurs, la dégradation de l'environnement, les inégalités, la baisse du niveau de vie, l'importance de l'immigration, tout est là, dans les usines du comté de Santa Clara*», soutient-il. Il raconte comment il travaille à la chaîne à monter des boîtiers chez Hewlett Packard, aux côtés d'un ingénieur électricien du Panjab (Inde), d'un Érythréen diplômé en finance



et d'un propriétaire d'usine du Kerala (Inde). Tous, dit-il, sont très conscients de leur régression sociale.

Si certaines chaînes de montage de circuits électroniques ont été délocalisées vers Taiwan, la Corée, l'Inde ou l'est de l'Allemagne, les agents d'entretien n'ont, eux, pas à s'inquiéter de voir disparaître leurs employeurs. Les rutilants immeubles de bureaux situés à Cupertino et sur le lac artificiel de Redwood Shores ne sont pas prêts de s'envoler.

Mais ces travailleurs sont prisonniers des mécanismes de la nouvelle économie. Au fur et à mesure qu'elle s'est développée, les emplois sont devenus de plus en plus précaires. Selon le Working Partnerships, un bureau d'études basé à San Jose, 45 % des Californiens occupent leur poste actuel depuis moins de deux ans. Quant aux agences d'interim, elles ont placé, en 1998, 182900 personnes de plus qu'en 1993, soit un chiffre supérieur à l'augmentation nette des emplois dans les secteurs de l'électronique et des logiciels.

Préférant se recentrer sur leur activité principale, les entreprises recourent de plus en plus à la sous-traitance. Il y a 14 ans, dans une société comme Hewlett Packard, un employé non qualifié aurait été salarié à un tarif pouvant atteindre 14 dollars de l'heure. Mais les entreprises ont profité de la récession du début des années 90 pour sous-traiter les activités de nettoyage, de jardinage et de surveillance. La compétition aidant, le taux horaire est tombé à huit dollars.

Il y aura toujours une élite qui dominera les autres. Détruisez l'inégalité aujourd'hui et elle réapparaîtra demain.

Ralph Waldo Emerson,
poète et essayiste américain
(1803-1882)

► Journaliste au San Francisco Chronicle.



© EL Remy/AP/Boomerang, Paris

Manifestation des agents d'entretien le 10 avril pour de meilleures conditions de travail.

Repères

Population (millions, 1998): **274**

PNB (milliards de dollars): **7 903**

PNB par habitant (dollars): **29240**

Population vivant avec moins de 14,4 dollars par jour – seuil de pauvreté dans les pays industrialisés (%): **14,1**

Source: Rapport sur le développement humain 2000, Pnud.

► Les géants de la Silicon Valley rétorquent qu'ils ne sont pas responsables de la main-d'œuvre payée par les sous-traitants pour balayer leurs halls en marbre. Les responsables syndicaux, eux, n'ont pas hésité à présenter leur situation comme symbolique des disparités criantes dans la région. «*Ce qui a éveillé l'intérêt général, c'est une question plus large: que faire des pauvres dans une économie en plein boom?*», résume Mike Garcia, président de la section locale du syndicat des agents d'entretien. *Ces gens ont besoin de plusieurs boulots pour nourrir leur famille. Et ils nettoient les locaux de patrons pleins aux as, qui sont devenus millionnaires ou milliardaires en une nuit, et qui ont bien du mal à expliquer que leurs domestiques vivent entassés à deux ou trois familles dans un garage.*»

Mike Garcia et Tom Csekey, le vice-président du syndicat, ont passé les 10 dernières années à renforcer la représentation syndicale des agents d'entretien de la région. Aujourd'hui, 75 % d'entre eux sont adhérents, contre 25 % en 1990. En 1996, les

autorités de Los Angeles ont pris un arrêté leur garantissant un salaire minimum. Plus récemment, le syndicat a concentré ses efforts sur les problèmes d'immigration et l'assurance maladie. «*Plus que sur les salaires, nous avons axé notre stratégie sur les conditions de vie de ces travailleurs*, explique Csekey. *On a dit aux entreprises: "Ces gens travaillent dans vos murs, vous avez une responsabilité à leur égard."*» Devant le concert de protestations auquel se sont mêlés d'autres syndicats, des évêques et des hommes politiques, les dirigeants de Genentech (biotechnologie) et de Pacific Bell (télécommunications) ont fini par accepter cette part de responsabilité.

En juin, et sans recourir à la grève, le syndicat a marqué plus de points que jamais dans son histoire. Les employés se sont vu garantir une augmentation annuelle de 8 %: leur taux horaire passera de 7,64 ou 8,04 dollars, selon le comté, à 9,64 ou 10,04 dollars. Toutefois, ce genre de conquête ne leur permettra pas de quitter leurs garages réaménagés, dans une région où une petite maison coûte jusqu'à 750 000 dollars.

Après avoir bataillé dans la baie de San Francisco et à Los Angeles, le syndicat se tourne vers Sacramento. Il y a négocié les contrats de telle sorte qu'ils expirent en même temps partout, dans trois ans. Dans toute la Californie, 14 000 agents d'entretien pourront alors coordonner leur action.

Quatorze heures par jour

Reste qu'une grande partie de la force de travail de la Silicon Valley est encore inorganisée, que ce soit la main-d'œuvre bon marché ou le personnel des start-up de l'Internet, qui travaillent 14 heures par jour et campent dans leurs bureaux. Sur les chaînes de montage de circuits électroniques, très peu syndicalisées, les travailleurs d'origine asiatique hésitent à prendre leur carte, parfois à cause de la fragilité de leur statut d'immigrés. À l'inverse, la tradition mexicaine de l'action collective résiste bien chez les agents d'entretien, qui, pour beaucoup, sont aussi des sans-papiers. «*Nous survivons en formant comme une famille*», estime Garcia.

Il voudrait faire cause commune avec les classes moyennes, de plus en plus fragilisées. Il a le sentiment que la grève a contribué à refouler la vague de xénophobie qui avait déferlé sur la Californie en 1994, à l'occasion d'une campagne hostile à l'immigration. «*Maintenant, les gens voient les immigrés d'un autre œil, comme des bosseurs qui cherchent à s'en sortir*», dit-il.

Marianne Steeg, la directrice du personnel au Conseil pour l'emploi de South Bay, estime que cette grève a donné un coup de projecteur sur la question du «contrat social» dans la région, et replacé au premier rang des priorités les problèmes de logement, de transports et de santé pour tous. «*Les enseignants, les pompiers, le personnel de santé, tous ces employés qui n'ont plus les moyens de vivre ici ne s'identifient plus aux classes moyennes aisées mais bien aux travailleurs défavorisés*», explique Steeg. Et elle ajoute que la grève a sérieusement écorné le prestige des sociétés high-tech: «*Elles ne peuvent plus prétendre que la prospérité de la Silicon Valley est synonyme de prospérité pour tous*». ■

Reconstruire la relation

► Pierre Calame

Après le temps de l'opposition, puis de la participation critique aux forums mondiaux, voici venu le temps, pour la société civile, de proposer des alternatives.

Nous avons souvent remarqué que le monde rétrécissait avec le développement des communications et des transports rapides. Mais en réalité, le monde s'est agrandi au fur et à mesure que des millions de personnes marginalisées par la civilisation dominante se frayaient un chemin dans la société moderne.

Martin Luther King, militant américain pour les droits civiques (1929-1968)

Au début est ce sentiment, si répandu, d'impuissance. Il naît d'un paradoxe, plus ou moins clairement formulé mais partout présent: pour survivre, l'humanité va devoir engager des mutations très profondes; or, ses «grands acteurs» politiques et économiques, prisonniers de leurs intérêts, de leur myopie et de leurs contraintes, n'en prendront pas l'initiative. Conclusion: c'est aux simples citoyens de s'organiser à l'échelle mondiale pour passer de l'impuissance à la résistance puis à l'engagement et aux propositions d'alternative.

A ce constat s'en ajoutent au moins trois autres. Le premier s'inscrit dans la raison d'être de la fondation Charles Léopold Mayer¹ – la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH), créée en 1982: lier l'engagement dans le monde et la réflexion sur le monde. Nos sociétés, qui n'ont jamais été aussi riches ni aussi savantes, semblaient incapables d'apporter des réponses aux aspirations et aux besoins fondamentaux de l'humanité. Il fallait donc mettre en relation la réflexion et l'action, le progrès des connaissances et le progrès humain.

A ses débuts, la fondation a soutenu des activités reliant l'un et l'autre, originales à l'époque, mais qui n'en restaient pas moins des «projets». Il s'agissait, par exemple, d'aider à monter dans 10 régions du Brésil un mécanisme pour recueillir des savoirs traditionnels et les confronter aux savoirs scientifiques, de transformer l'enseignement agronomique en Tanzanie afin d'être plus respectueux du monde paysan.

L'exécution de ces projets nous a amenés à deux découvertes. D'une part, dans les sociétés humaines, les réponses sont toutes spécifiques, mais les questions sont communes. Nous avons pris conscience que chacun de ces projets initiaux était traversé par les mêmes interrogations, qui couraient comme autant de fils rouges d'un bout à l'autre de la Terre. Fils rouges souvent dissimulés par l'imbrication, dans chaque situation particulière, de déterminants structurels et de facteurs spécifiques, et par le cloisonnement des esprits, des institutions et des domaines de la connaissance.

Ces questions communes sont devenues la matière même de nos programmes et fondent la

priorité accordée à la mise en réseau. Equiper certains partenaires de ce formidable outil potentiel d'aide à la démocratie qu'est l'Internet est devenu l'une des priorités de la fondation.

Deuxième découverte, la connaissance la plus utile à l'action naît de l'action elle-même, c'est-à-dire de l'expérience: la sienne et celle des autres. Encore faut-il que cette expérience soit captée et capitalisée. D'où la nécessité de relier flux et stocks d'information, de créer un instrument de communication et d'intelligence collective: à partir de 1986, la fondation a peu à peu construit une banque internationale d'échanges d'expériences, en commençant par établir une norme commune pour ordonner l'information et pouvoir l'échanger. Cette «mutualisation de l'expérience» touche des domaines aussi divers que la géopolitique des drogues, l'exclusion en Asie, la gestion des quartiers dans le nord de la France ou

les expériences éducatives innovantes au Brésil. Elle regroupe plus de 8 000 fiches en provenance d'individus et d'organisations locales, nationales et

régionales, institutions, laboratoires, ONG.

Ces moyens, qui permettent à certains membres du réseau de devenir, dans leur domaine, plus compétents que les experts reconnus, est l'une des clés de l'entrée de la «société civile» dans une troisième phase de son histoire. Après le temps de l'opposition, après le temps de la participation critique aux grandes conférences mondiales, nous relions les alternatives qui se cherchent, se pensent et s'inventent aux quatre coins de la planète pour entrer dans le temps de l'initiative. Le temps de penser localement, à partir des réalités spécifiques de chacun, pour agir globalement.

Cette union construite dans la durée, œuvrant pour un but commun mais à partir et dans le respect de la spécificité de chacun, est le fondement même de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Née en 1993, elle réunit aujourd'hui des alliés de 115 pays. Son dernier projet: «contribuer à la formalisation et à la mise en œuvre pratique d'une "gouvernance mondiale" adaptée au défi du XXI^e siècle».



La fondation: <http://www.fph.ch>

L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire: <http://www.echo.org>

► Directeur général de la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH).

1. Charles Léopold Mayer (1881-1971) était philosophe, chimiste, philanthrope et... investisseur financier à long terme. Le budget de la FPH est exclusivement alimenté par les revenus du patrimoine qu'il lui a légué, à hauteur d'environ huit millions de dollars par an.

Gouvernance: le temps de la réforme

► Ivan Briscoe

Les ONG n'ont pas toutes les mêmes priorités, mais elles s'entendent sur un point: il faut créer des structures mondiales pluralistes pour limiter le pouvoir des multinationales.

De toute évidence, les foules de manifestants qui ont récemment conspué les représentants de la finance et du commerce, tour à tour à Seattle, Washington et Bangkok, n'avaient pas grand-chose de commun avec une opposition classique. Chez elles, pas de véritable hiérarchie, pas de cause précise et, pour finir, un cocktail de nationalités. Si bien qu'un lobbyiste du monde des affaires les a comparées à des «essaims de guêpes» politiques.

Aux yeux des critiques, ces groupes d'opposants – qui comptaient aussi bien des syndicalistes de la métallurgie que des représentants des ethnies en voie de disparition –, offraient un tableau incohérent. Mais leurs leaders affirment que cette diversité est justement au cœur de leur projet politique. Ils sont hostiles à l'expansion uniformisante des valeurs commerciales, qualifiées de «philosophie à taille unique» par la militante américaine Lori Wallach, une personnalité très en vue depuis qu'elle a participé à la coordination des manifestations de Seattle en tant que directrice du Public Citizen's Global Trade Watch. Ils plaident pour une redistribution des pouvoirs qui ferait place à d'autres idées.

«Des lois commerciales injustifiables et intouchables ont envahi des espaces où elles n'avaient rien à faire», estime Lori Wallach. Ces règles, telles qu'elles ont été imposées, conviennent bien mieux aux entreprises qu'à l'intérêt général. Le déficit démocratique de la mondialisation économique est là.»

Alors que le marché progresse vite, et avec la bénédiction des gouvernements, le débat politique s'est détourné des principes qui fondent une société juste et un ordre mondial légitime, disent les militants. Mais la question demeure: comment battre en brèche l'idéal du profit sans causer trop de dommages à l'économie? Quelles réformes engager, et où?

Pour Walden Bello, le directeur exécutif de l'organisation Focus on the Global South, basée à Bangkok, il faut guérir la mondialisation de son caractère «monolithique, uniforme et universalisant». Car il a

mené à la monopolisation par les multinationales de la majorité des exportations et au creusement des inégalités mondiales, qui ont plus que doublé depuis 1960. Le premier coupable, dit-il, est le trio formé par le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Banque mondiale (BM). Ces organisations s'opposent à la diversité, seule garante de l'équité. Il est vital, dit-il, de les remettre à leur juste place dans le concert pluriel des acteurs de l'économie mondiale.

Le problème, disent de nombreux militants, est que ces revendications trouvent difficilement des relais. Les gouvernements semblent impuissants face à la finance. Les pays en développement sont paralysés par leurs obligations envers les bailleurs de fonds et le FMI qui contrôle les programmes de réduction de la dette. Les hommes d'affaires refusent de se faire rogner les ailes et les organisations internationales sont entravées par leurs structures et leurs pratiques antidémocratiques. La seule solution, pour les militants, serait une refonte

des structures globales du pouvoir.

A court terme, les priorités sont claires. Pour Lori Wallach, l'OMC, affaiblie, doit «reculer ou couler». «Elle ne voit que des barrières commerciales dans les lois sur l'environnement, le travail et les droits humains», s'indigne-t-elle. Les militants demandent aussi que le FMI et la BM cessent de prescrire la même potion d'austérité à tous les Etats. Selon Walden Bello, leur pouvoir doit être pondéré par celui d'autres organisations, et notamment les unions économiques régionales comme l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique). Il faudrait renforcer les agences chargées du travail et de l'environnement, et créer un organisme représentant les pays en développement. «Cela nous laisserait une plus grande marge de manœuvre pour choisir notre voie vers le développement», estime-t-il.

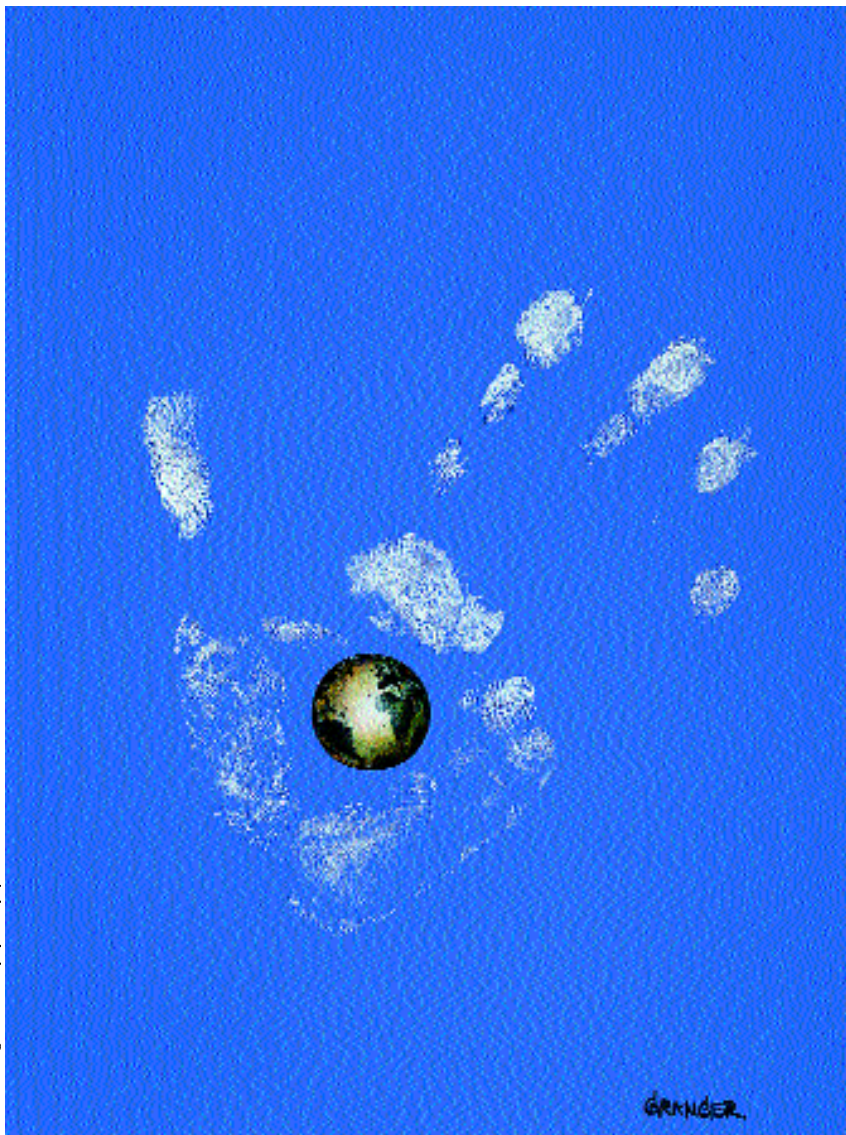
A long terme, les idées sont plus vagues. Essentiellement défensives, les ONG n'ont guère arrêté de projets en vue de refonder la structure du pouvoir mon-

En ce cas le monde sera pour moi une huître que j'ouvrirai à la pointe de mon épée.

William Shakespeare, écrivain et poète anglais (1564-1616)

La seule solution serait une refonte des structures globales du pouvoir

© Michel Granger, Paris - Acrylique sur papier



«Mainmise».

dial. Elles insistent sur la nécessité de renforcer les organismes mondiaux chargés de contrôler les entreprises indisciplinées de la nouvelle économie. Elles plaident aussi pour le renforcement des pouvoirs locaux. Certains groupes, comme le Third World Network (Malaisie), se déclarent favorables à une sorte de gouvernement mondial: des Nations unies plus démocratiques en incluant des représentants de la société civile, un code éthique pour le monde des affaires, et de nouvelles agences de régulation de la compétition, de l'investissement et de la lutte contre le crime.

L'Etat-nation est le niveau de pouvoir le moins populaire auprès des ONG. Soulignant la responsabilité d'Etats comme le Brésil ou l'Inde dans le mal-développement ou la dégradation de l'environnement et les échecs politiques actuels, peu de groupes plaident pour renforcer les exécutifs nationaux.

L'Europe, où les syndicats arrivent à coexister avec les pouvoirs locaux et nationaux, est en revanche citée en exemple dans plusieurs pays en développement. Mais *«l'esprit souverainiste»* ne baisse pas la garde, avertit Jan Aart Scholte, chargé de cours à l'Université de Warwick (Royaume-Uni). *«Les gens manquent encore trop d'imagination politique pour comprendre qu'un gouvernement supranational pourrait servir leurs intérêts»*, dit-il.

Mais pour certaines ONG, la voie de la justice et du développement durable ne passe ni par une réforme mondiale, ni par le renforcement des pouvoirs locaux. Il faudrait plutôt éduquer, éclairer et convaincre les consommateurs de faire évoluer leurs habitudes. *«Il sera impossible de réduire la pollution tant que nous ne changerons pas notre manière de consommer, d'utiliser l'eau et l'automobile»*, assure Ngai Weng Chan, président de la Malaysian Nature Society, qui ajoute: *«L'humanité irait à sa perte si tout le monde vivait comme les Américains et les Européens»*. ■

ONG: une pensée et un contre-pouvoir

► Candido Grzybowski

Nous, les ONG, quel est notre rôle? Et au nom de quoi pouvons-nous exiger une nouvelle «gouvernance mondiale», cette nécessaire re-fondation démocratique de la mondialisation?

Les ONG ne sont pas nées d'hier. Mais au cours des dernières décennies, à la faveur des combats qui secouent notre monde mondialisé par le néo-libéralisme, elles se sont multipliées et diversifiées, tandis que s'accroissaient leur notoriété et leur visibilité.

Qui sont aujourd'hui les acteurs fondamentaux de la mondialisation? Les gouvernements (le politique) et le marché (l'économie) sont les piliers

qui soutiennent les modes de production et d'organisation des sociétés modernes. Or, qui peut les changer en toute légitimité? Les sociétés elles-mêmes. Car elles seules sont constituées par les citoyens – qui forment un peuple, une nation ou un pays. Ce ne sont ni leurs gouvernements, ni leurs structures étatiques, ni leurs chefs d'entreprises, ni leur marché. Notre cible stratégique, en tant qu'ONG, est donc la société civile elle-même. ►

► Sociologue, directeur de l'Institut d'analyses sociales et économiques (IBASE), Rio de Janeiro, Brésil.

► A l'échelle du globe, notre tâche essentielle est de faire émerger une société civile planétaire, condition préalable à l'affirmation d'une nouvelle forme de mondialisation: une «gouvernance mondiale». Nous avons pour mission d'encourager une re-fondation démocratique, en intervenant dans le débat public, et en brandissant la notion de citoyenneté mondiale. Les positions que nous prenons dans le dialogue politique et les activités de lobbying que nous exerçons ne surgissent pas *ex nihilo*. Elles relaient les tendances, les désirs et les grands mouvements de l'opinion publique, dont nous favorisons l'émergence et la formulation.

Toute l'action des ONG repose sur un choix bien précis: accorder la priorité à la mobilisation sociale et à la pression publique lors des grandes négociations qui se déroulent dans les sphères du pouvoir. C'est pourquoi les accords que nous concluons et les alliances que nous formons visent avant tout des organisations et des mouvements issus de la société civile. C'est aussi pourquoi nous construisons des forums, des coalitions et des réseaux qui enjambent les frontières des Etats nationaux. Ainsi, nous pouvons penser de manière globale, établir des liens entre le particulier et l'universel, échanger des expériences et nous tenir régulièrement informés.

Car aujourd'hui, le mode de constitution et de fonctionnement du pouvoir mondial, monopolisé par les grandes organisations multilatérales, est antidémocratique. Dans leur forme actuelle, elles ne peuvent prétendre incarner la démocratie et la citoyenneté universelles. En effet, la seule légitimité possible est celle qui émane du vote. Or, les exécutifs nationaux qui siègent dans les organisations internationales ne sont pas tous élus au suffrage populaire. Et ils sont loin de représenter la diversité des forces sociales qui composent leurs peuples.

Innover et convaincre

Est-ce à dire que nous les ONG, qui sommes censées incarner la société civile, devrions prétendre représenter ces peuples? Est-ce à dire que notre ambition devrait être de conquérir une place au sein d'un futur nouvel ordre démocratique mondial? Est-ce à dire que nous devrions revendiquer de siéger de plein droit au sein de la nouvelle structure

de gouvernement tripartite – pouvoir politique, entreprises, société civile – que certains appellent de leurs vœux? A mon sens, tout cela serait un leurre; pire, nous risquerions d'y perdre notre vocation la plus utile et la plus légitime.

En effet, la raison d'être des ONG n'est pas la conquête du pouvoir ni le gouvernement, qu'il soit mondial, national ou local. Nous ne sommes pas constitués comme des partis politiques, même si nos actions sont publiques et semblent très politisées. Nous ne pouvons même pas nous présenter comme des représentants de la société civile puisqu'elle ne nous a confié aucun mandat de ce type.

Alors, que voulons-nous? Toucher, mobiliser, éduquer, faire entendre, proposer et innover, convaincre et renforcer politiquement différents groupes de la société civile et, plus précisément,

ceux qui sont exclus. Nous voulons donner une voix à des idées et à des valeurs, à des questionnements et à des propositions, qui concernent la justice sociale, une répartition plus équitable des richesses, le respect de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Qui sommes-nous? De petits acteurs, quand on nous compare à d'autres piliers de la société civile, comme les syndicats ou les organisations professionnelles, ou encore à des organisations émanant de l'Etat ou du marché. Mais nous sommes aussi, et c'est nouveau, de «grands» acteurs parce

que notre mission et notre champ d'action ne se limitent pas à une société donnée, ni à une économie nationale ou à un Etat particulier. La tâche que nous nous donnons est de relier le local au global – c'est-à-dire à l'universel, à tout ce qui est commun à l'humanité entière. Les droits de l'homme, la crise sociale, la protection de l'environnement, toutes ces questions sont mondiales. Nous les traitons à partir de situations particulières concrètes, mais toujours dans une perspective mondiale.

Enfin, où réside notre seule légitimité? Dans la qualité des valeurs, des principes et des idéaux que nous défendons. Dans la pertinence et dans l'importance des questions que nous soulevons, dans l'inventivité des propositions que nous formulons. Notre seule légitimité, c'est notre capacité à développer une pensée – orientée par l'action. Une pensée qui soit à la mesure du devoir citoyen que nous voulons accomplir. ■



«L'Etat des lieux».

© Michel Granger, Paris - Acrylique sur papier



© Michel Granger, Paris

PERFORMANCE, MÉDECINE ET DÉONTOLOGIE

► Philippe Liotard

Où s'arrêtent les soins de santé et où commence le dopage? Cette frontière artificielle s'estompe sous la pression de la course à la réussite. Le point à la veille des Jeux olympiques de Sydney.

Les mutations des sciences du vivant et des biotechnologies suscitent un débat éthique d'une grande ampleur. Les connaissances issues de la génétique, les aides à la procréation, la perspective du clonage et le dépistage prénatal sollicitent les comités d'experts, dont la tâche consiste aujourd'hui à adapter les codes éthiques à ces évolutions. Les règles sur l'expérimentation humaine inscrites en 1947 dans le Code de Nuremberg¹ sont ainsi ré-interrogées par les réalités d'une médecine et d'une recherche impensables à

l'époque. Voilà pour la partie la plus médiatisée du débat.

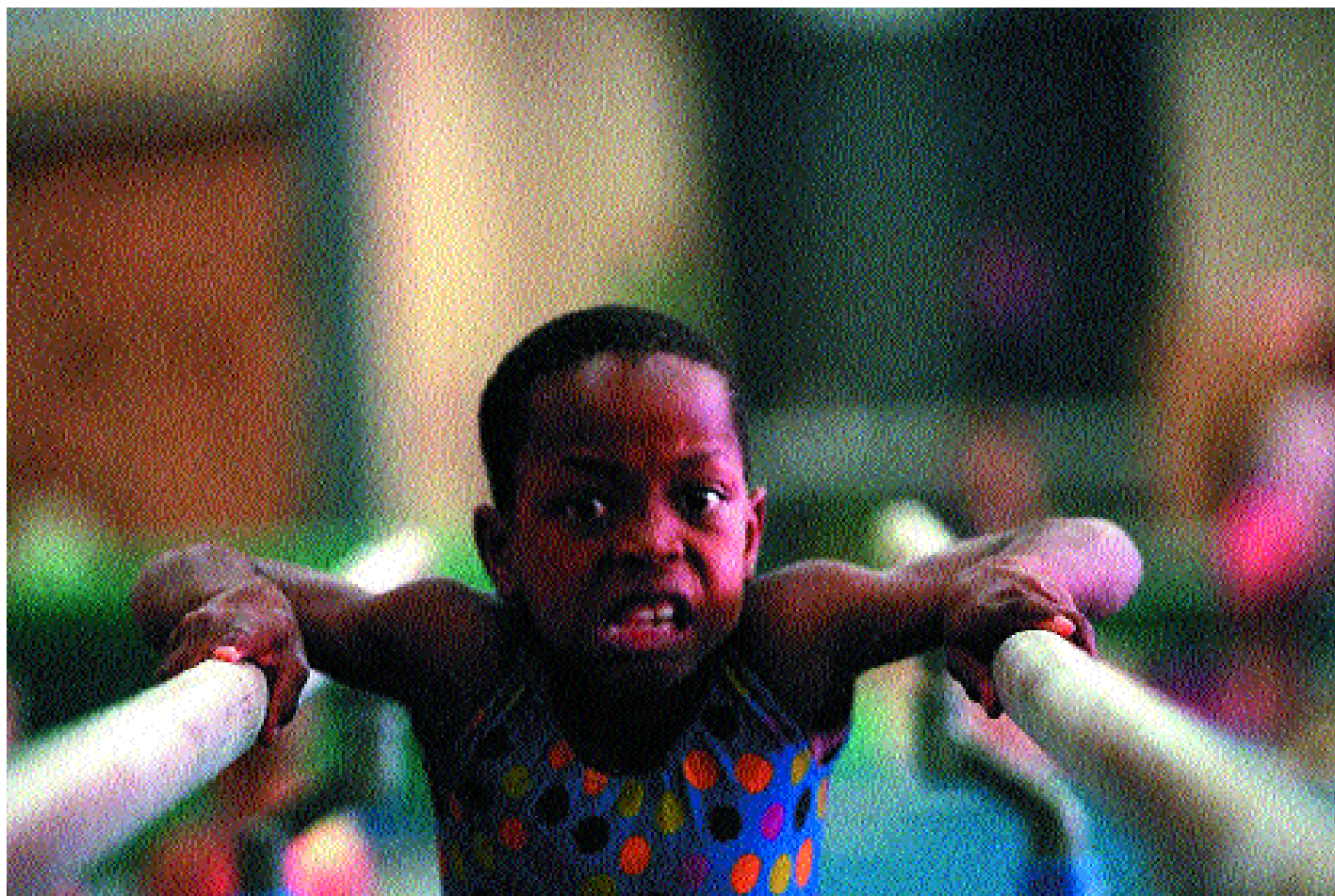
Or, l'éthique médicale ne se réduit pas à ces questions, comme il est bon de le rappeler quelques jours avant l'ouverture des Jeux olympiques de Sydney (15 septembre-1^{er} octobre 2000). Mais elles sont fondamentales pour envisager quel type d'Humanité notre civilisation s'apprête à engendrer. La société de demain se prépare au quotidien, dans le secret des cabinets médicaux. En effet, l'éthique médicale est aussi questionnée par les pratiques les plus banales qui confrontent le médecin aux attentes nouvelles de ses patients. Le médecin n'échappe ni aux mutations sociales, ni aux normes ou aux imaginaires col-

lectifs propres à une époque. Et il doit tenter de concilier, au sein de la relation clinique, les principes des codes de déontologie et ces demandes sociales nouvelles, liées aux exigences de la société libérale en matière d'efficacité, de rendement et de performance de ses acteurs.

C'est le cas notamment du dopage sportif qui fonctionne comme l'aboutissement d'une ►

1. Édité à propos du procès de Nuremberg en 1947, il vise à protéger l'individu en tant qu'objet d'expérimentation. Ce code a inspiré les principales organisations médicales internationales dans l'élaboration des directives concernant les problèmes soulevés par le développement de la recherche biomédicale.

► Université Montpellier 1, France.
Co-fondateur de la revue *Quasimodo*.
liotard@sc.univ-montp1.fr



L'effort brutal du jeune Sud-africain Victor Mzimango à l'entraînement aux barres parallèles dirigé par deux gymnastes russes.

© Themba Hadebe/AP/Boomerang Paris

médecine de la performance. Mais, curieusement, lorsqu'il est question de dopage, le débat se réduit à un certain nombre d'incantations: on affirme son caractère amoral au regard d'une éthique sportive illusoire, on exhorte à l'amélioration des tests, au durcissement des sanctions à l'égard des «tricheurs» et de leurs complices. Or, ce débat est mystificateur car il masque l'essentiel et renforce l'aveuglement des populations, des médecins et des pouvoirs publics à l'égard des exigences de la compétition sportive.

Adhésion du sportif

Le dopage dans les pratiques de haut niveau n'est pas l'œuvre de dangereux détraqués. Il nécessite au contraire l'adhésion du sportif qui gère individuellement sa préparation physique et son entraînement. Celui-ci est amené à utiliser quotidiennement des produits qui accroissent sa résistance à la fatigue et son potentiel musculaire, ou bien qui lui permettent de renforcer sa capacité de récupération. Le scandale qui a entaché le Tour de France en 1998 a dévoilé comment dans le cyclisme², les athlètes s'auto-administrent en toute conscience des produits interdits, afin de répondre aux exigences de la préparation et de l'enchaînement des compétitions tout au long de la saison.

Ainsi, le véritable débat éthique se situe sur l'unique plan de la déontologie médicale. Il suppose une réflexion sur les réponses apportées par les médecins aux demandes qui leur sont faites par les sportifs de tous niveaux. Car le dopage est une pratique qui se développe également chez les sportifs amateurs et chez les enfants.

Lors du 43^e congrès américain sur la santé (Washington, septembre 1996), Thomas H. Murray, du Centre d'éthique biomédicale de l'Université de Cleveland, a par exemple rapporté la demande d'une mère d'administrer à son fils des hormones de croissance afin de répondre aux exigences du sport pratiqué. Cette sollicitation résulte de deux facteurs. D'une part, l'avancée des biotechnologies

médicales rend possible la production d'hormones synthétiques. Par ailleurs, la course à la réussite implique le médecin dans l'adaptation de l'organisme à des impératifs d'efficacité.

Tous les codes déontologiques convergent pourtant pour condamner un médecin qui répondrait favorablement à ce type de désir. L'Association médicale mondiale³ (AMM) demande ainsi «à tout praticien de s'opposer et de refuser le recours à des méthodes» qui auraient notamment pour but «d'accroître ou de maintenir artificiellement la performance durant la compétition» ou de «modifier les caractéristiques propres à un âge ou un sexe» (Déclaration de principes pour les soins de santé en médecine du sport, adoptée en 1981, modifiée en 1999).

Médecine du «désir»

Pourtant, un certain nombre de médecins sont confrontés aux conséquences de la pratique sportive. D'un point de vue physiologique, la pratique du sport tarit les réserves naturelles, notamment hormonales. C'est le cas de la testostérone. Un entraînement intensif conduit l'organisme à épuiser les stocks de cette hormone mâle, plus vite qu'il ne les constitue. Sollicité par un athlète, un médecin peut ainsi prescrire une thérapie de complémentation, comme on administre du fer ou des vitamines à des personnes

souffrant de carences. Il pallierait ainsi une déficience organique, dont il n'aurait pas à se préoccuper de l'origine (malnutrition, surmenage, pathologie...).

Il ne s'agit pas encore d'une médecine de la performance, mais d'un glissement récent des missions de la médecine. Dans les pays les plus riches et parmi l'élite des pays pauvres⁴, elle est sollicitée pour surmonter les conséquences des mutations sociales, fondées sur le rendement. Cette logique est également très proche, dans ses principes, des thérapies anti-vieillessement où il s'agit d'adapter les soins à l'allongement de l'espérance de vie des populations. Les traitements substitutifs



© Thibault Hébert/AV/Boomerang, Paris

Le marathon de New York: une épreuve prisée par les cadres.

d'hormones chez les personnes âgées répondent au projet de «gagner en qualité de vie ce que nous avons gagné en durée de vie», selon les mots du professeur Bruno Delignières, chef du service d'endocrinologie de l'hôpital Necker.

Ici aussi, l'ajustement hormonal résulte à la fois des avancées de la science du vivant et de la demande des patients qui sollicitent les médecins pour alléger les séquelles du vieillissement. La médecine répond ainsi à une logique d'amélioration de la vie physique. À l'instar de la chirurgie esthétique ou des thérapies de l'impuissance, dynamisées par l'apparition du Viagra, elle se mue en une médecine

2. Mais cette réalité se retrouve dans tous les sports où les athlètes gèrent individuellement de longues plages de préparation.

3. L'Association médicale mondiale (AMM ou World Medical Association) est une organisation internationale de médecins. Elle a été fondée le 18 septembre 1947, à Paris, où étaient présents 27 pays membres. Elle visait à assurer l'indépendance des médecins et à atteindre les plus hautes normes en matière d'éthique et de soins de santé. Cet objectif particulièrement important après la Seconde Guerre mondiale fait aujourd'hui de l'AMM une confédération indépendante d'associations professionnelles libres (www.wma.net).

4. On peut parler aujourd'hui d'«apartheid sanitaire» (Martine Bulard, *Le Monde diplomatique*, janvier 2000) pour traduire l'inégalité d'accès aux soins en fonction des richesses des États et des personnes.

cine du «désir», aiguillonnée par les imaginaires du bien-être et de la jeunesse. La demande visant à obtenir, entretenir ou conserver un corps «performant», à l'apparence «lisse», se fait de plus en plus pressante. Il en est de même en ce qui concerne l'atténuation de la douleur, lors de l'accouchement, durant la vieillesse et, bien sûr, dans la vie quotidienne et donc dans le cadre de la pratique sportive.

On pourrait donc penser que rien ne contredit la prescription de produits visant à améliorer la qualité de vie d'un sportif sollicité par une pratique intense. Lutter contre le stress, récupérer d'une fatigue accumulée, réclamer des anti-inflammatoires pour diminuer une douleur contractée lors de la pratique deviennent ainsi des demandes légitimes, compte tenu des attentes sociales à l'égard d'un bien-être assisté par molécules chimiques.

Pour l'administration de certains produits, se pose la question du seuil entre une médecine de rééquilibrage et une médecine de la performance

Cependant, la testostérone et ses dérivés (notamment la nandrolone) sont précisément classés dans la catégorie des stéroïdes anabolisants et figurent au palmarès des produits les plus souvent détectés lors des contrôles antidopage. Administrée à forte dose, couplée à une alimentation et à un entraînement adéquats, la testostérone permet l'accroissement de la masse, de la force et de la puissance musculaires tout en développant l'agressivité et la résistance à la fatigue et à la douleur. De même, les corticoïdes permettent de repousser les limites de la fatigue et d'atténuer la douleur physique. Ces produits sont donc fort logiquement adaptés pour pallier les conséquences physiques et les impératifs psychologiques de la compétition sportive.

La question du seuil se pose alors pour fixer la limite entre une médecine de rééquilibrage et une médecine de la performance. Une frontière artificielle est ainsi élaborée. Des taux sont fixés pour apprécier le degré d'apports en «compléments» et des tests médicaux quantitatifs permettent désormais de déceler les prises de quantité «déraisonnables» de produits qui ne sont donc plus interdits, mais tolérés dans une certaine limite.

Si l'on s'en tient à la déontologie médicale, il n'y a pas lieu de s'interroger pour savoir s'il y a «triche» du point de vue des règlements sportifs. Un médecin n'a pas à se situer vis-à-vis d'exigences élaborées pour des missions qui ne sont pas les siennes. Le problème posé

concerne la définition de la santé à laquelle le praticien se réfère et non pas celle du dopage. Sur ce point, la déclaration de Genève de l'AMM (adoptée en 1949 et amendée en 1983) est explicite: «La santé de mes patients sera toujours ma première préoccupation».

En conséquence, il est logique qu'elle condamne les «procédés visant à masquer la douleur ou d'autres symptômes s'ils sont utilisés pour permettre à un athlète de participer à une compétition, alors qu'il existe des signes ou des lésions rendant sa participation non envisageable». Un médecin (sportif ou pas) qui agit de la sorte ne remplit pas ses devoirs vis-à-vis de ses patients (qui consisteraient à prescrire un arrêt de l'activité traumatisante) mais répond aux exigences de l'institution sportive. Le point de vue déontologique interdit au contraire la prise en compte, dans le diagnostic ou le traitement, de toute considération liée à un impératif de résultat. L'éthique médicale condamne en effet tout acte qui serait dicté par un intérêt ou une pression ne répondant pas à ce souci de santé.

Impératifs de rendement

Et c'est là que le débat est particulièrement complexe car, dans le langage courant et dans le discours sur le dopage sportif, la santé se définit comme une absence de maladies ou de séquelles organiques. Or, dès 1940, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) la définit comme un état de bien-être physique, émotionnel et social complet. L'Association canadienne pour l'éducation à la santé (Université d'Ontario) souligne que la santé n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour accéder à un équilibre de vie. La santé serait alors une recherche de mieux-être qui intègre des dimensions sociales et culturelles liées aux aspira-

tions individuelles. Elle serait donc éminemment subjective et variable suivant l'époque, le lieu, le sexe, la catégorie sociale, l'âge... Chaque individu définit en effet en fonction de son histoire et de son environnement culturel son rapport au bien-être, à la douleur et à la maladie.

La pratique sportive place ainsi les médecins face à un paradoxe. D'un côté, ils sont en majorité convaincus des bienfaits de l'activité physique sur l'équilibre de vie. De l'autre, ils ne peuvent que constater les effets séditieux des pratiques compétitives sur cet équilibre et sont en mesure d'y pallier chimiquement. S'ils répondent à cette demande, ils contribuent à renforcer l'aliénation des individus aux exigences de performance dont la pratique sportive n'est que l'aspect le plus spectaculaire.

Mais ils peuvent toujours, en leur âme et conscience, refuser de se prêter à ce jeu de dupe et dénoncer les conséquences des rythmes de vie imposés par l'impératif de rendement. Agir pour le mieux-être des patients passe aussi par l'éducation à des modes de vie non traumatisants. Le médecin a la responsabilité d'informer ses patients sur les origines des pathologies. Et ce qu'il fait sans état d'âme à propos d'une surcharge pondérale, d'une pathologie liée à la consommation de tabac ou d'alcool, il devrait pouvoir le faire à propos des dimensions mortifères de la pratique sportive.

En définitive, la médecine sportive préfigure la médecine de demain, une médecine au service des institutions qui agit pour accroître leur efficacité et qui risque d'engendrer une normalisation des êtres humains au plan de l'apparence (chirurgie esthétique), des qualités (diagnostic prénatal) et des contraintes sociales (exigence de performance aux plans professionnel, sexuel, sportif). ■

L'ÉTHIQUE DANS LE TEXTE

Le serment d'Hippocrate

Je jure par Apollon, médecin, par Esculape, par Hygie et Panacée, par tous les dieux et toutes les déesses, les prenant à témoin que je remplirai, suivant mes forces et ma capacité, le serment et l'engagement suivants:

[...] Je dirigerai le régime des malades à leur avantage, suivant mes forces et mon jugement, et je m'abstiendrai de tout mal et de toute injustice.

Je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion.

Dans quelque maison que j'entre, j'y entrerai pour l'utilité des malades, me préservant de tout méfait volontaire et corrupteur [...]

Si je remplis ce serment sans l'enfreindre, qu'il me soit donné de jouir heureusement de la vie et de ma profession, honoré à jamais parmi les hommes; si

je le viole et que je me parjure, puissé-je avoir un sort contraire!

Charte olympique selon les principes de Pierre de Coubertin

L'olympisme est une philosophie de la vie, exaltant et combinant en un ensemble équilibré les qualités du sport, de la volonté et de l'esprit. Alliant le sport à la culture et à l'éducation, l'olympisme se veut créateur d'un style de vie fondé sur la joie dans l'effort, la valeur éducative du bon exemple et le respect des principes éthiques fondamentaux universels.

Charte olympique contre le dopage

Le dopage, selon la définition adoptée en février 1999 par le Comité international olympique (CIO) est l'administration ou l'utilisation de classes prohibées de drogues et de méthodes interdites. ■

KOSOVO: LE SACCAGE ORGANISÉ DU PATRIMOINE

Mosquées, manuscrits, *kullas*, églises ont été délibérément pris pour cible pendant la guerre, affirme Andras Riedlmayer¹, de Harvard, qui dresse un premier bilan des dégâts.

Vous avez passé trois semaines au Kosovo en octobre 1999. Qu'avez-vous découvert?

Le patrimoine islamique du Kosovo, vieux de six siècles, a gravement souffert des opérations de «purification ethnique». Plus d'un tiers des 600 mosquées ont été détruites ou très endommagées. Une pratique courante consistait à entourer d'explosifs la base du minaret pour qu'il s'effondre et écrase le dôme. A l'intérieur des mosquées, nous avons découvert des graffitis anti-albanais et anti-islamiques, des Corans aux pages arrachées et souillées de matières fécales, ainsi que des croix gravées dans les mihrabs [niches orientées vers la Mecque]. De précieuses collections de manuscrits ont été brûlées. La mosquée et le centre historique de Vucitrn, qui dataient de 500 ans, ont été incendiés et rasés au bulldozer par des paramilitaires serbes. Sur les quatre centres urbains bien préservés qui dataient de l'époque ottomane, un seul – Prizren – a pu échapper au saccage.

Autre grande perte, les *kullas*, ces demeures de pierre caractéristiques de l'architecture albanaise, qui appartenaient en général à de grandes familles depuis 150 à 200 ans. Regorgeant d'objets et de documents, elles étaient symboliques de la culture albanaise au Kosovo. Seulement 10% des 500 *kullas* sont encore debout. Tout ceci démontre que les dégâts n'étaient pas accidentels mais bien intentionnels.

On dit que le patrimoine serbe a aussi subi des pertes.

Dès le début des hostilités, le ministère de l'Information de Belgrade et plusieurs agences chargées de la conservation ont affirmé que l'OTAN visait délibérément des sites du patrimoine serbe. Nous avons visité les sites en question et constaté que ces accusations n'étaient pas fondées. A la fin de la guerre, des soldats de la KFOR¹ ont eu pour mission de protéger les monastères et les églises les plus renommés. Mais beaucoup de petites églises ont été attaquées par des villageois kosovars de retour au pays, qui voulaient se venger. La majorité avaient

¹ Andras Riedlmayer est chercheur pour le programme Aga Khan de la Bibliothèque des Beaux-Arts de l'Université de Harvard. Il a co-dirigé une étude sur le patrimoine du Kosovo avec l'architecte Andrew Herscher. Cette étude a été financée par Harvard.



Les décombres de la *kulla* de Jashar Pasha construite en 1830, incendiée en mai 1999 par des Serbes.

été construites au XX^e siècle, voire dans les années 90. Elles étaient considérées comme des monuments politiques et ont été visées pour cela. A notre connaissance, depuis la fin du conflit, environ 40 églises ont été gravement abîmées et 40 autres vandalisées. La plupart étaient modernes et une douzaine anciennes.

Où en est la reconstruction?

Les bâtiments en cours de restauration sont ceux qui peuvent être réparés rapidement. Autrement dit, ceux qui ont des structures modernes en béton. Les Nations unies disposent d'un très faible budget pour la reconstruction, qui n'est pas une priorité aux yeux de la communauté internationale. Notre Projet pour le patrimoine culturel au Kosovo vient d'obtenir des fonds pour restaurer trois monuments². L'Institut pour la protection des monuments du Kosovo a aussi été autorisé à nettoyer les gravats, consolider et recouvrir de bâches une centaine de monuments très menacés. Si les sites serbes sont protégés par la KFOR, il y a eu peu d'initiatives pour consolider les monuments endommagés depuis la fin de la guerre. En ce qui concerne les mosquées, les organisations d'aide islamiques basées en Arabie saoudite imposent leurs choix rigoristes, comme elles l'ont fait en

Bosnie. Elles désapprouvent la moindre décoration et considèrent des pratiques courantes dans le reste du monde musulman comme frôlant l'idolâtrie.

Les Albanais veulent-ils reconstruire leur patrimoine?

Absolument. Ils entourent leur patrimoine d'une véritable ferveur, et c'est bien pour cela qu'il a été pris pour cible. Mais ils manquent de moyens et, surtout, d'expertise. Très peu d'Albanais ont la formation adéquate et la plupart n'ont pas pu exercer leur métier depuis 10 ans. Avec notre projet, nous espérons mettre au point des méthodes adaptées au contexte local, et favoriser les relations entre acteurs locaux et étrangers. ■

Propos recueillis par Cynthia Guttman, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

1. La KFOR est une force internationale menée par l'OTAN, qui opère sous mandat des Nations unies pour établir un climat de sécurité. Stationnée dans la région depuis juin 1999, elle compte 50000 membres de 30 pays.
2. Ce projet sera mené en coopération avec une ONG basée à Boston, Friends of Bosnia, et avec les autorités locales.

UN CRIME CONTRE LA CULTURE

► Colin Kaiser

En ex-Yougoslavie, la destruction du patrimoine culturel a brisé l'identité commune des citoyens, et satisfait un rêve archaïque dans les campagnes.

En 1991, juste après la fin de la guerre froide, les Européens de l'Ouest ont eu un choc en regardant leur petit écran. Ils y ont vu un déluge de bombes s'abattre sur la petite cité de Vukovar, sur les rives du Danube, tandis que des volutes de fumée s'élevaient au-dessus de Dubrovnik, «le joyau de l'Adriatique», inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. De 1991 à 1999, la guerre a fait rage en ex-Yougoslavie. Les commentateurs prudents parlaient de «*purification ethnique*», les victimes de «*génocide*». C'est précisément cette dernière charge, ainsi que

celle de crimes contre l'humanité, qui a été retenue contre des militaires et des hommes politiques de la région par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

D'autres termes circulaient pendant la guerre: «urbicide» renvoyait au bombardement de villes comme Mostar ou Sarajevo; «nettoyage» ou «génocide culturel», désignait le triste sort réservé aux mosquées, églises, musées, archives, bibliothèques, écoles, etc. Ces mots ont bien sûr été utilisés par la propagande, mais, trop souvent, ils reflétaient bel et bien les paysages de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine puis du Kosovo.

En temps de guerre, la destruction délibérée du patrimoine culturel n'a rien d'ex-

ceptionnel. Elle vise tantôt le pillage des richesses, tantôt l'anéantissement de l'ennemi. Pendant la Première Guerre mondiale, les églises et les centres des villes ont été transformés en champs de ruines par nécessité militaire. Au cours de la seconde, des villes allemandes, qualifiées de «zones de bombardement» stratégiques, ont été pilonnées par l'aviation alliée. Autre point: l'élimination physique des juifs d'Europe par les nazis s'est accompagnée d'un génocide culturel – la destruction des synagogues, cimetières et autres lieux symboliques.

En ex-Yougoslavie, les sites du patrimoine ont très rarement été anéantis pour des raisons purement militaires. L'histoire ►

► Spécialiste du patrimoine, ancien directeur du Bureau de l'UNESCO à Sarajevo.



Une église détruite en Croatie lors des combats de Lipik.

© M. Frerdy/Panos, Londres

► nous enseigne que dans les Balkans, les édifices religieux ont souvent été pris pour cible. La vieille croyance voulant qu'au ^{xv}^e siècle, les Ottomans aient épargné les lieux de culte chrétiens pourrait bien n'être qu'un mythe. Au ^{xix}^e siècle, l'armée des Habsbourg et les administrateurs catholiques en Croatie ont transformé quelques mosquées en églises, et rasé les autres. Plus récemment, pendant la Seconde Guerre mondiale, les forces fascistes des Oustachis ont détruit une masse d'églises serbes orthodoxes. Les ruines visibles en Slavonie et en Krajina orientales, régions croates à majorité serbe, sont encore là pour en témoigner.

Mais les événements plus récents sont d'une tout autre nature. Cette fois, il ne

s'agissait pas d'armées étrangères envahissant un territoire et balayant tout sur leur passage. Les camps adverses étaient de vieilles sociétés relativement intégrées, mais en voie de rupture. En 1991, les habitants serbes de la Krajina croate n'étaient pas nouveaux dans la région. Croates, Musulmans et Serbes cohabitaient en Bosnie-Herzégovine depuis le ^{xvi}^e siècle. Et au ^{xx}^e siècle, les mariages mixtes avaient resserré le tissu social des villes.

Mais, dans les campagnes, où les populations se sont souvent implantées en fonction de leur appartenance ethnique, il en allait tout autrement. Lorsqu'on chassait les Musulmans, les Croates, les Serbes ou les Albanais du Kosovo de leurs villages, de leurs

mosquées et de leurs églises, qui étaient minés ou incendiés, c'est «l'Autre», «l'Etranger», que l'on expulsait. Le rêve affiché des nationalistes, qui rencontrait parfois celui, plus inavoué, des villageois, se trouvait réalisé: enfin en paix, seuls entre nous. Un monde rural mythique et pur était né.

Dans les villes de Bosnie, les destructions visaient un autre objectif. Autrefois, on disait souvent à Sarajevo et à Mostar que les synagogues, les églises et les mosquées étaient à 100 mètres les unes des autres. Ce n'était pas vrai en réalité, mais c'est ainsi que les gens voyaient les choses. Ces villes s'enorgueillaient de leurs monuments religieux et abritaient un héritage ottoman de toute beauté. Les populations s'étaient en partie intégrées grâce à leur attachement partagé aux mêmes lieux et au même espace. La coexistence des différentes traditions religieuses leur avait donné un sens commun de la propriété du patrimoine. Serbes, Musulmans et Croates étaient tous fiers de leurs monuments historiques, comme la bibliothèque de l'Université de Sarajevo.

Patrimoine «ethnalisé»

La guerre a tout bouleversé. Vues de l'extérieur, les destructions sont barbares, mais pour leurs auteurs, ce sont des actes créatifs. Dans les campagnes de Croatie et de Bosnie, elles représentent l'avènement – où la libération – d'une société rurale mythique, qui voit son horizon enfin débarrassé des symboles de l'Autre indésirable. Dans les villes bosniaques, en revanche, une identité commune a été dissoute, et avec elle, «l'Autre» qui existait en chaque individu. Le patrimoine séculier et sacré a été «ethnalisé». Avant la guerre, aucun habitant de Mostar n'aurait décrit le Vieux Pont comme un monument islamique. C'est sa destruction par les tanks croates qui en a fait cela. En Bosnie, l'appauvrissement des villes après la guerre est saisissant, et pas seulement parce qu'elles ont été «débarrassées» de certains groupes ethniques ou de monuments religieux. Les édifices qui ont survécu ne sont plus que les fantômes d'un autre âge: «l'Autre» a été purement et simplement éliminé, dans les consciences comme dans les rues.

La restauration du patrimoine peut prendre une tournure très politique et semer la discorde. Il n'est plus question de reconstruire ce qu'on avait en commun, mais seulement «ce qui nous appartenait». Les problèmes techniques liés à la reconstruction sont infiniment moins graves que ceux que pose la «déséthnicisation» du patrimoine. On voit mal comment les sociétés balkaniques seront capables de les surmonter. A moins que les groupes ethniques ou nationaux responsables des crimes décident eux-mêmes de restaurer un espace qui fut jadis commun. ■

LE PONT DE MOSTAR: LA RENAISSANCE D'UN SYMBOLE

Il a suffi d'une petite demi-heure, le 9 novembre 1993, pour que le Stari Most (le Vieux Pont), symbole du passé multiculturel de Mostar, soit détruit par l'artillerie croate. Conçu par l'architecte ottoman Mimar Hayruddin, et achevé en 1566 après neuf ans de travaux, le pont s'élevait autrefois au-dessus des eaux émeraude de la Neretva.

Cet édifice de pierre long de 29 mètres, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, a donné son nom à la ville et stimulé sa croissance, transformant un petit village médiéval en un prospère centre de commerce.

Immédiatement après sa destruction totale l'année suivante, les architectes et les experts du patrimoine qui avaient fui la ville ont constitué un réseau en vue de sa reconstruction. En 1997, des hommes-grenouilles du contingent hongrois des forces de l'OTAN en Bosnie ont repris les blocs de pierre à la rivière, avec l'assistance technique de l'entreprise hongroise de travaux publics Hidépito Rt.

En 1998, l'UNESCO, la Banque mondiale et la ville de Mostar ont lancé un projet pour rebâtir le pont, que les dirigeants des différentes communautés religieuses qualifient de «*symbole de paix et de réconciliation*». En raison de l'ampleur des dégâts, les blocs sauvés des eaux seront moins réutilisés que prévu. De nouvelles pierres seront sans doute extraites d'une carrière voisine, utilisée par les premiers bâtisseurs du pont. Des photos des années 70 faciliteront le travail en permettant de reconstituer une image en trois dimensions de l'édifice original.

Déjà, les habitants de Mostar se préparent à voir renaître l'emblème de leur cité. L'Institut pour la conservation de Mostar affiche un écriteau portant l'inscription «Mostar 2004», l'échéance des travaux. L'inauguration est prévue pour le 15 septembre 2004, à 17 heures, date choisie en pleine guerre par les architectes de Mostar, qui se consacrent désormais entièrement à la reconstruction de leur ville. ■



© Perry Kretz/StarryStudio X, Paris

CÂLINS ÉLECTRONIQUES POUR CYBERENFANTS

► Sherry Turkle

Dans l'esprit des enfants, les limites du vivant et de l'affectivité se déplacent au fur et à mesure que leurs jouets deviennent plus «intelligents». L'analyse d'une «cyberpsy».

Les enfants ont toujours manié les jouets comme des modèles qu'ils utilisent pour décrypter le monde. Il y a 50 ans, le génial psychologue suisse Jean Piaget a démontré que l'une des grandes affaires de l'enfance consistait à se servir des objets pour élaborer des théories sur l'espace, le temps, les nombres, les rapports de cause à effet, la vie et l'esprit.

A cette époque, le monde des enfants était rempli d'objets faciles à comprendre. Il suffisait d'actionner les pédales d'une bicyclette ou de remonter le ressort d'une petite voiture pour en saisir le fonctionnement mécanique. S'ils s'emparaient d'objets électroniques, comme des radios de conception élémentaire, les enfants pouvaient toujours, malgré quelques difficultés, saisir leur fonctionnement en utilisant cette grille d'analyse «mécanique».

Le jeu de morpion

Au début des années 80, une première génération de jouets électroniques a commencé à tout bouleverser. Quand les enfants ouvraient le ventre de leurs joujous pour «voir» comment ils marchaient, ils découvraient une puce, une batterie et quelques fils. Pressentant qu'ils ne comprendraient pas leur fonctionnement «physiquement», ils ont tenté une approche «psychologique»: ils se sont demandé si ces jouets étaient conscients, doués de sentiments, et même s'ils étaient capables de tricher. Les jouets traditionnels encourageaient leurs jeunes propriétaires à bien distinguer le monde de la psychologie de celui des machines. Les jouets électroniques, plus du tout. Leur opacité a au

contraire incité les enfants à les voir comme des machines «psychologiques».

Merlin, un jeu de morpion, appartient à cette première génération de jouets électroniques. Il a suscité de nombreuses réactions chez les enfants habitués à des par-

tenaires humains. Il était programmé pour gagner dans la majorité des cas et échouer de temps en temps. Quand les enfants découvraient une stratégie «gagnante» et tentaient de l'appliquer une deuxième fois, elle s'avérait en général inefficace. La ►



Zhu Ying, 9 ans, essaie des Tamagotchis dans un grand magasin de Beijing.

► Professeur au département «Sciences, technologie et société» du MIT (Massachusetts Institute of Technology), auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages sur les relations entre l'homme et les nouvelles technologies. Son dernier livre, *Life on the Screen: Identity in the Age of the Internet* (La vie à l'écran: l'identité à l'ère d'Internet) est paru chez Simon and Schuster en 1995 et chez Touchstone paperback en 1997.

© Greg Baker/AP/Boomerang, Paris

► machine donnait l'impression de n'être pas assez «idiote» pour se laisser battre deux fois de suite.

Un jour, Robert, sept ans, a vu Craig, un autre enfant, utiliser un «truc» gagnant alors qu'ils jouaient sur la plage. Mais quand il l'a essayé à son tour, Merlin ne s'est pas fait avoir et le jeu a fini par une partie nulle. Frustré et déconcerté, Robert a traîné Merlin sur le sable en maugréant: «Sale tricheur. Je vais te casser la tête». Craig et Greg, six et sept ans, ont volé au secours du jouet déjà plein de sable avant de raisonner Robert. «Merlin sait pas quand y triche, lui a expliqué Craig. Y sent rien quand tu le casses. Il est pas vivant». «Il est assez malin pour faire les bons bruits, mais y sait pas vraiment ce que c'est de perdre. Et quand y triche, y s'en rend pas compte», a ajouté Greg. Jenny, six ans, les a interrompus pour lâcher avec mépris: «Mais Greg, pour tricher, y faut savoir qu'on triche. Savoir, ça fait partie de la triche».

Il y a une vingtaine d'années, ce genre de scène n'était pas rare. Les enfants, confrontés à des objets qui parlaient, élaboraient des stratégies et finissaient par les battre, avaient tendance à parler de leurs «valeurs» morales en se référant à leurs propres psychologies. Les jouets électroniques savaient-ils ce qu'ils faisaient? Malgré l'objection de Jenny – «savoir fait partie de la triche» –, ils pensaient en général que les machines étaient douées d'une sorte de savoir. Ainsi, ils remettaient en cause l'analyse de Piaget, fondée sur l'idée qu'être vivant, c'est agir de son propre chef.

Nouveaux objets: les machines qui pensent

En observant les enfants manipuler des objets traditionnels, Piaget avait remarqué qu'ils commençaient par considérer comme vivant tout objet animé, puis tout objet bougeant sans avoir été mis en mouvement par une intervention extérieure. En grandissant, ils affinaient leur raisonnement pour considérer comme vivants les seuls objets capables de respirer, de croître et d'évoluer.

Les enfants ont rompu avec tout cela en créant une nouvelle catégorie d'objets: les «machines qui pensent». Ils parlent beaucoup des propriétés «psychologiques» de leur ordinateur. En bref, le mouvement commence à céder la place à l'émotion et la physique à la psychologie comme critères du vivant.

L'ancien système de pensée des enfants a totalement volé en éclat quand sont

apparus les jouets électroniques doués d'une «vie artificielle» (comme les jeux Sim, où il faut créer un écosystème ou une ville en état de marche). Les enfants ont essayé de nouveau, comme ils le font toujours, d'imposer leurs stratégies et leur catégories, mais ils l'ont fait en bricolant et en inventant toutes sortes de théories sur le vivant, pourvu qu'elles s'adaptent à leur nouvel environnement.

Ils sont vivants

La petite Holly, 11 ans, regardait un groupe de robots équipés d'une intelligence artificielle se déplacer dans un labyrinthe. Les voyant utiliser différentes stratégies pour atteindre leur but, Holly s'est mise à évoquer leur «personnalité» et leur «côté futé». Puis elle a fini par lâcher une conclusion inattendue: «Ils sont comme Pinocchio. D'abord, Pinocchio n'était qu'une marionnette, il n'était pas vivant du tout. Après, il est devenu une marionnette vivante, puis un garçon vivant, un vrai garçon. Mais il vivait même avant ça. Ça doit être la même chose pour les robots. Ils sont vivants comme Pinocchio, mais pas comme les vrais garçons.» Et de conclure en toussotant: «D'une certaine manière, ils sont vivants.»

Robbie, 10 ans, a reçu un modem pour son anniversaire. Après avoir réfléchi aux créatures qu'elle a élaborées en créant un écosystème virtuel dans le cadre du jeu SimLife, elle a insisté sur la mobilité comme critère du vivant. «Je crois que ces créatures sont un

peu vivantes dans le jeu. Mais comme on peut pas enregistrer [en éteignant], elles disparaissent. Si elles avaient eu le pouvoir de se faire enregistrer quand le modem était allumé, elles seraient sorties de l'ordinateur et parties sur America Online [un fournisseur d'accès à Internet].»

Ici, le mouvement réapparaît comme caractéristique (classique, selon Piaget) du vivant mais il est lié à une psychologie présumée: les enfants pensent que les créatures des jeux Sim veulent «sortir» du système et évoluer dans un monde informatique plus vaste.

Dans les années 90, les enfants parlaient encore souvent de ce qui les amenaient à croire que les machines électroniques étaient faites de la même substance que le vivant. J'ai observé un groupe d'enfants de sept ans aux prises avec une série

de jouets en plastique auxquels on peut donner la forme de chars d'assaut, de robots ou d'êtres humains. On peut aussi leur bricoler un aspect intermédiaire, accrocher le bras d'un robot à une silhouette humaine ou une jambe humaine à un char. Tandis que deux enfants jouaient, mélangeant parties humaines et mécaniques, un troisième a protesté: on ne doit pas fabriquer des hybrides, dit-il. «Il faut qu'ils soient complètement des tanks ou complètement des gens». Mais aussitôt, une fillette de huit ans est venue consoler son petit camarade: «Tu sais, on peut très bien jouer avec eux quand ils sont entre les deux. Ils sont toujours faits pareil, avec le même «cy-dough-plasm» dégueulasse [jeu de mots intraduisible qui se réfère à la fois au cybermonde, à une célèbre marque de pâte à modeler et au plasma sanguin]».

Ce commentaire reflète bien la «cyberconscience» des enfants d'aujourd'hui, leur tendance à voir les systèmes informatiques comme des êtres «quasi-vivants», à passer d'un concept explicatif à l'autre et à se jouer des frontières entre le vivant et l'objet.

L'affectivité des Tamagotchis et des Furbies

Leurs relations avec les animaux virtuels et les poupées numériques sont là pour en témoigner. Ces «joujous» électroniques sont apparus il y a quelques années: Tamagotchis et Furbies ont soulevé de nouvelles questions sur ce que les enfants considèrent comme vivant car ils ont une caractéristique que les anciens jouets électroniques n'avaient pas: ils ont besoin qu'on s'occupe d'eux. L'enfant doit évaluer «l'état d'esprit» de son jouet s'il veut rester ami avec lui. Ainsi, les Tamagotchis, ces créatures imaginaires qui évoluent sur les écrans de petits appareils portatifs, doivent être nourris, lavés et distracts pour pouvoir grandir et bien se porter. Les Furbies, petites bêtes à fourrure électroniques, sont encore plus troublants: ils sont capables «d'apprendre» et peuvent simuler l'affection; ils sont câlins, parlent et jouent avec l'enfant. Au cours de mes recherches, j'ai découvert que l'enfant veut savoir comment va son Furby, non pas pour «bien» faire, mais pour que le Furby soit heureux. Il veut comprendre sa langue, non pas pour le battre au jeu, mais pour ressentir une forme de reconnaissance mutuelle. Il ne demande pas comment fonctionne cet objet chargé d'affectivité; il le prend tel qu'il est.

Les enfants interrogés lors de mes précédentes recherches décrivaient le statut





Morts, les Tamagotchis reposent dans un cimetière: le geste ultime de l'affectivité.

© Mattew Polak/Sygma, Paris

«quasi-vivant» de leurs jouets en termes cognitifs: ils «savaient» des choses «résolvaient» des énigmes. Dans mes études ultérieures, ils disaient que leur Furby était «d'une certaine manière vivant», ce qui reflétait l'attachement qu'ils lui portaient et leur fantasme de réciprocité.

«Le Furby est vivant comme un Furby, m'a expliqué Ron, six ans. Tu sais, un truc aussi malin devrait avoir des bras. Comme ça, s'il voulait, il pourrait ramasser des choses ou me prendre dans ses bras.» Katherine, cinq ans, se demandait: «Est-ce qu'il est vivant? Ben en tout cas, moi je l'aime. Il est plus vivant qu'un Tamagotchi parce qu'il dort avec moi. Il aime ça».

Danger de dérive

Jen, neuf ans, ne s'intéressait pas à ce que le jouet pouvait lui offrir, mais à ce qu'elle pouvait faire pour lui. «J'aime beaucoup m'occuper de lui, alors je pense qu'il est vivant, mais il n'a pas besoin de manger pour de vrai, donc il est aussi vivant que quelqu'un qui ne mange pas. Un Furby est comme une chouette, mais il est plus vivant parce qu'il sait plus de choses et qu'on peut lui parler. Mais ce n'est pas un animal, puisqu'il a besoin de batteries. Il n'est pas vivant comme un animal.»

Les enfants d'aujourd'hui apprennent à faire la distinction entre être «vivant

comme un Furby» et être «vivant comme un animal». La catégorie «d'une certaine manière vivant» est de plus en plus utilisée. L'intelligence ou le «savoir» constitue une autre distinction clé.

Dans les 50 dernières années, les chercheurs ne sont pas arrivés à créer une machine douée d'une intelligence proche de celle de l'homme. Mais ils ont contribué à galvauder le mot «intelligence». On parle de machines intelligentes alors qu'il s'agit de simples engins qui jouent aux échecs ou calculent des crédits. Leurs prouesses sont extraordinaires, certes, mais l'intelligence, c'est bien plus que cela. Nous risquons aujourd'hui d'observer la même dérive linguistique dans le domaine de l'affectif. Les enfants évoquent des êtres «vivants comme un Furby» ou «vivants comme un animal». Parleront-ils un jour «d'aimer comme une personne» ou «d'aimer comme un ordinateur»?

Ces questions nous entraînent beaucoup plus loin que dans les années 60 à 80, quand les chercheurs se demandaient si les machines pouvaient devenir «vraiment» intelligentes. Le problème était existentialiste. Quant aux nouveaux jouets, ils ne suscitent pas de discussions sur leurs qualités propres mais plutôt sur les sentiments qu'ils éveillent en nous. Quand on s'occupe d'un objet, qu'on le choie et qu'en

retour, il se porte bien et offre réconfort et attention, on le perçoit comme intelligent. Mieux, on se sent lié à lui. Les vieux débats sur l'intelligence artificielle s'attachaient aux capacités techniques des machines. Les nouveaux porteront sur la vulnérabilité émotionnelle des êtres humains. ■

LE SITE DU MOIS <http://www.unicef.org>

Tout le monde connaît l'UNICEF, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, ne serait-ce qu'à travers ses cartes postales. Mais cette organisation lauréate du prix Nobel de la paix en 1965 ne se contente pas de profiter de Noël pour collecter des fonds. Ses programmes sur la santé, l'alimentation, l'éducation et le travail des enfants touchent 161 pays, dépassant largement son mandat initial qui lui dictait en 1946 de répondre aux besoins urgents des enfants de l'Europe et de la Chine d'après-guerre.

Aujourd'hui, l'UNICEF continue de fournir son assistance humanitaire dans tous les points chauds du globe. Son site est une mine d'information, présentant des guides pour enseignants, des jeux, des photos et de nombreuses publications dont son rapport annuel *La Situation des enfants dans le monde*. ■

TIM BERNERS-LEE: «J'AI FAIT UN RÊVE»

Idéaliste indéfectible, l'inventeur britannique du World Wide Web vaut bien plus que son poids en or. Tim Berners-Lee a refusé des propositions alléchantes du secteur privé pour présider un consortium international réunissant l'élite du réseau. Objectif: mettre le Web au service de l'intérêt général.



Comment expliquez-vous la formidable croissance du Web au cours des 10 dernières années?

Au départ, le réseau s'est étendu grâce à l'infrastructure existante d'Internet, mise en place dans les années 70. Lorsque j'ai eu l'idée du Web, à la fin des années 80, les ordinateurs de nombreuses universités et instituts de recherche aux États-Unis et en Europe étaient déjà reliés les uns aux autres pour échanger des informations. Il faut

donc rendre hommage aux pionniers qui ont créé ce réseau avant l'arrivée du Web.

Le réseau s'est étendu très rapidement parce qu'il était décentralisé et que personne ne contrôlait sa croissance. N'importe qui pouvait créer un serveur ou un navigateur sans avoir à déposer la moindre demande auprès d'une autorité centrale. Sur toute la planète, des passionnés ont compris que le Web allait changer la face du monde et se sont employés à le développer.

Le fait que la Toile soit un espace ouvert est très attractif. On peut non seulement lire ce qui s'y trouve mais aussi y ajouter sa contribution. Tout le monde part à égalité en quelque sorte. Cette impression d'avoir des opportunités sans limite a beaucoup joué.

Le Web peut-il profiter aux exclus de l'innovation technologique?

Il est évident que les inégalités actuelles sont malsaines pour tout le monde. Mais les

innovations techniques ne peuvent pas résoudre à elles seules les problèmes globaux. C'est aux gens de décider pour eux-mêmes, et il faut faire de grands efforts dans tous les domaines pour trouver des solutions. Nous avons eu de nombreux outils dans le passé. Internet est un instrument de plus qui peut aider à relever ces défis.

L'idée du Web est de créer un espace d'information où les gens peuvent communiquer, et d'une façon bien précise: en partageant leurs connaissances. Le Web est bien plus une innovation sociale que technique. Il n'a rien changé de fondamental dans la manière de penser, de lire et de communiquer des êtres humains. Mais il a considérablement élargi leurs choix en fournissant de l'information. Le Web permet un tas de choses, depuis la simple lecture d'un journal quelque part dans un village isolé jusqu'à des collaborations accrues entre des individus de pays différents.

Mais, malgré ce large éventail de choix, nous ne savons toujours pas comment en profiter au mieux. J'espère que cette diversité d'options offerte à chacun pourra aider à réformer la société.

Dans votre ouvrage *Weaving the Web*, vous évoquez le danger de voir la Toile tomber sous le contrôle d'un petit groupe d'entreprises, ou sa croissance bloquée par des actions commerciales. Quelles en seraient les conséquences?

Il y a danger lorsque de grandes entreprises qui vendent des ordinateurs et des

logiciels commencent à contrôler l'information que vous recevez par Internet. En distribuant des ordinateurs ou des navigateurs gratuits, certaines sociétés peuvent empêcher les usagers d'accéder aux programmes de leurs concurrents. Les fournisseurs d'accès à Internet peuvent même passer des accords commerciaux avec certains sites pour les rendre plus accessibles que d'autres. Cela commence déjà à se faire.

D'un côté, les gens trouvent logique qu'une entreprise influence leur accès à Internet si elle leur procure des ordinateurs et des logiciels gratuits. Mais, de l'autre côté, il faut absolument garantir le droit de chacun d'accéder librement à l'information. L'un ne devrait pas l'emporter sur l'autre.

Je ne sais pas dans quelle mesure les gens se rendent compte que leurs chances d'accéder aux différents sites du Web sont influencées par des intérêts commerciaux. Et il est très difficile de trouver l'équilibre entre le droit des entreprises d'offrir des services gratuits ou très peu chers et le respect de la liberté d'accès des individus. Nous n'avons pas encore trouvé le meilleur compromis pour la société.

Il y a un autre danger: quand une entreprise se retrouve en situation de monopole, elle commence à modifier arbitrairement les normes informatiques universellement acceptées. Ce qui force les concurrents à s'aligner sur ces nouvelles normes au lieu de produire des idées novatrices pour améliorer le produit. Le développement du Web peut s'en trouver affecté.

Le Web a permis la circulation d'un flot d'informations que certains pays cherchent à réguler et à contrôler. Qu'en pensez-vous?

Je sais que certains pays envisagent ou essaient en effet de contrôler le Web. Mais c'est très difficile car Internet permet à l'information de circuler de nombreuses façons. Chacun n'est qu'un point minuscule dans ce vaste système. De plus, le contrôle de l'information nuit aux relations entre le gouvernement et sa population, et, à long terme, à la stabilité du pays.

Des appels ont également été lancés pour instaurer une censure sur le Net. Mais, dans la plupart des pays occidentaux, la censure est mal perçue. On admet cependant de plus en plus que les parents aient le droit ou le devoir d'empêcher leurs enfants d'accéder à certains sites. Notre consortium a ainsi développé des systèmes comme le PICS (protocole de sélection des contenus sur Internet), qui permettent aux adultes de maîtriser l'accès des enfants à différents sites.

Les multiples outils de filtrage disponibles sur le marché sont bien plus efficaces que la censure gouvernementale. Une loi nationale peut censurer un site à l'intérieur d'un seul pays, alors que les filtres le font d'où qu'il vienne. Fondamentalement, c'est aux citoyens de choisir les mécanismes sociaux et le type de régulation qu'ils veulent.

Les internautes s'inquiètent de plus en plus des atteintes à leur vie privée. Comment résoudre ce problème?

Le respect de la confidentialité suppose que chacun contrôle l'usage que l'on ►

CITIZEN TIM

Dans un secteur qui fournit chaque semaine son lot de cybermillionnaires, Tim Berners-Lee est un cas. Il lui suffirait de se mettre au service d'un géant de l'informatique pour devenir l'un des hommes les plus riches du monde. Mais il préfère se consacrer à faire de la Toile un outil universel.

Né à Londres, où il a passé toute sa jeunesse, Tim Berners-Lee est diplômé de physique de l'Université d'Oxford. En 1980, il entre au CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), à Genève. Il y écrit un programme baptisé "Enquire", capable de stocker et de récupérer des informations organisées de manière aléatoire.

Fin 1990, Tim Berners-Lee met au point la norme HTTP (Hyper Text Transfer Protocol) et le langage HTML (HyperText Markup Language) qui permet de combiner en fait Internet et les liens

hypertextes, ce qu'on appelle le World Wide Web. Il imagine un système d'adresses attribuant un emplacement unique, ou URL (Universal Resource Locator), à chaque page. En 1991, il met gratuitement ces programmes à la disposition des internautes du monde entier. Il passe ensuite deux ans à améliorer la Toile en fonction des réactions des utilisateurs.

En 1994, il quitte le CERN pour le Laboratoire d'informatique du Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston, où il dirige le Consortium du World Wide Web (W3C). Cet organisme regroupe plus de 300 membres du secteur, dont des géants comme Microsoft et IBM, et supervise les normes techniques de la Toile.

Salué par la revue *Time* comme l'un des 100 cerveaux du xx^e siècle, Tim Berners-Lee reste, à 45 ans, un modèle de modestie, en dépit de l'extraordinaire succès de son invention. Il affirme

même que le Web n'en est qu'à ses premiers pas. «Le but ultime est d'encourager et d'améliorer la mise en réseau de l'humanité», dit-il en expliquant que le Web représente une chance sans précédent de gagner en liberté et en bien-être social. *Nous sommes loin d'avoir pris conscience de tout son potentiel.* ■

+ ...

Tim Berners-Lee, avec la contribution de Mark Fischetti, *Weaving the Web: The Past, Present and Future of the World Wide Web by its Inventor* (Tisser la Toile, le passé, le présent et le futur du World Wide Web, par son inventeur); Orion Business Books, 1999.

<http://www.w3.org>

<http://www.cern.ch/cern>



© Noël Quidy/Camma, Paris

Apprentissage du Web dans un bidonville de Dakar. L'utilisation du Net en Afrique est un luxe: 3,5 pour 1000 habitants y ont accès, contre 14,1 en Asie, 88 en Europe, 160,3 sur l'ensemble du continent américain et 224,5 en Océanie, selon l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

► peut faire de ses données personnelles. Les usagers du Net s'inquiètent parce qu'ils pensent qu'une fois qu'ils auront commandé un certain nombre de produits à des entreprises, celles-ci auront accumulé suffisamment d'informations sur eux pour leur porter préjudice. Cela peut aller de l'envoi abusif de messages publicitaires dans leur boîte aux lettres jusqu'au refus de leur procurer une assurance vie. C'est grave.

Les internautes devraient savoir comment chaque site utilise ces données personnelles. Après tout, leurs inquiétudes sont un obstacle majeur à la croissance du commerce électronique, et je pense que les sites devraient prendre en compte le besoin des consommateurs de protéger leur vie privée. C'est pourquoi notre consortium a élaboré le P3P (protocole pour faire ses choix en matière de confidentialité). Lorsqu'un internaute va sur un site, cet outil lui permet de comparer les pratiques de ce site avec ses propres choix. Si les usages du site ne lui conviennent pas, il s'arrête là.

Un site responsable devrait afficher sa règle du jeu en matière de confidentialité au bas de la page d'accueil. A défaut, une loi devrait combler cette lacune en offrant la meilleure protection standard possible à

chacun. Ces problèmes ont été en partie réglés en Europe: les entreprises doivent garder secrètes les informations sur leurs clients, et n'ont pas le droit de croiser certaines bases de données, ce qui est en revanche légal aux Etats-Unis. De nombreux Américains commencent d'ailleurs à réaliser le besoin d'une plus grande régulation et d'une meilleure protection de l'individu et de la société.

On a récemment assisté à une multiplication des brevets dans le secteur du Net. Quelles sont les conséquences pour le Web?

Ces brevets mettent en danger l'universalité du Web et risquent de tuer les bonnes idées. Il était largement admis, pendant les cinq premières années de vie du Web, qu'une norme universelle servirait le bien commun. Aujourd'hui, la Toile brasse beaucoup d'affaires. On peut donc faire une fortune en déposant des brevets pour en contrôler un morceau. Dans certains cas, il est même possible de gagner de l'argent ne serait-ce qu'en menaçant d'intenter une action en justice. Pour ceux qui s'évertuent à créer un réseau universel, c'est la douche froide.

Les professionnels du Web se rencontrent souvent pour discuter des améliorations possibles, aussi bien en ce qui

concerne les systèmes de visioconférences que l'accès des pays en développement. Des projets de ce type, qui pourraient bénéficier au plus grand nombre, sont parfois abandonnés à cause de craintes ou de rumeurs de procès venant d'entreprises revendiquant un brevet sur telle ou telle technologie. Aux Etats-Unis – contrairement à beaucoup d'autres pays – il est possible de breveter un morceau de logiciel.

Certains brevets délivrés récemment ont été mis à l'index par la communauté des internautes. Ils réduisent l'usage des technologies qui pourraient accroître l'universalité du Net. J'espère que l'on ne validera bientôt plus que les brevets représentant une véritable innovation ou des idées vraiment extraordinaires. Je n'en ai pas encore vu un seul dans ce secteur.

Il n'existe aucun moyen de juger de la fiabilité de l'information en ligne, ce qui est dangereux pour les usagers. Cela peut-il changer?

Certaines technologies, que nous n'utilisons pas assez, sont capables de donner des indications sur la fiabilité d'un site ou d'un interlocuteur. Des outils encore plus perfectionnés verront bientôt le jour. Avec les navigateurs de nouvelle génération et la signature électronique, on sera bientôt en

Pour les paiements effectués dans une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure au verso.

► **Dans certains pays du Sud, il est encore difficile de se connecter à Internet à cause du manque de lignes téléphoniques. Existe-il des solutions?**

Dans de nombreux pays en développement, les services de télécommunications sont bureaucratiques et n'acceptent pas de renoncer à leur monopole, ce qui faciliterait l'accès à Internet. L'une des solutions est d'utiliser la technique autrement: il faudrait commencer par répandre les technologies sans fil pour les communications de base dans les zones rurales. Une fois les réseaux mis en place, ces émetteurs-récepteurs pourraient converger avec Internet en contournant les ministères concernés. Dans ce système décentralisé, on n'aurait plus besoin de demander une adresse Internet ni un nom de domaine. La recherche dans ce secteur se développe déjà et je suis persuadé que ces technologies seront bientôt commercialisées et répandront l'usage d'Internet dans le Sud.

Néanmoins, l'expansion de ces technologies dans certains pays pourrait buter sur les monopoles détenus par des entreprises de télécommunication, ou sur la volonté des gouvernements de garder la mainmise sur les communications. Dans ce cas, les Nations unies pourraient intervenir en sensibilisant leurs Etats membres aux énormes possibilités offertes par ces technologies.

Il faudrait aussi financer la traduction des informations qui circulent sur Internet dans différentes langues. Il est important que le réseau soutienne les cultures locales et ne serve pas seulement à répandre la culture américaine. Même dans les pays

européens, le Web a eu du mal à démarrer parce que les Européens ne formaient pas un énorme public monolingue et monoculturel. Il sera très difficile de franchir cette barrière dans les pays qui pratiquent une ou des langues peu parlées.

Pouvez-vous nous parler du «Web sémantique» auquel vous travaillez actuellement?

J'ai un double rêve pour le Web. D'une part, je le vois devenir un moyen très puissant de coopération entre les êtres humains. Et dans un second temps, j'aimerais que ce soit les ordinateurs qui coopèrent. Les machines deviennent capables d'analyser toutes les données circulant sur le réseau: contenus, liens et transactions entre les personnes et les ordinateurs.

Le Web sémantique ira chercher l'information dans diverses bases de données, aussi bien dans des catalogues en ligne que sur des sites météo ou boursiers, et il permettra que toute cette information soit traitée par les ordinateurs. Ce n'est pas possible dans l'état actuel des choses parce que les données en ligne ne sont pas compatibles ni formatées de manière à être directement analysées par des machines. Les pages Web sont uniquement destinées à la lecture humaine.

Le Web sémantique répondra aussi aux vœux de tous ceux qui voudraient disposer d'un moteur de recherche solide. Pour l'instant, les moteurs de recherche vous livrent des milliers de pages en réponse à une seule demande. Or, il est impossible d'étudier le contenu de toutes ces pages. Avec le Web sémantique, le moteur de recherche répondra: «Voilà un objet dont je peux

INTERNET ET LE WEB

Comme Tim Berners-Lee l'a souligné, le Web n'aurait jamais existé si le Département américain de la défense n'avait pas créé le protocole TCP-IP dans les années 60, à l'origine dans un but militaire. En permettant de connecter virtuellement des réseaux de conceptions différentes, cette nouvelle norme technique a permis le développement d'Internet. Ce terme désigne aujourd'hui, par extension, les millions d'ordinateurs reliés entre eux par les lignes téléphoniques, le câble ou le satellite.

Le Web, qui est un prolongement d'Internet, était aussi une norme à l'origine: le protocole de transfert de documents (HTTP) créé en 1990 au CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire, voir encadré p. 47) pour rendre rapide et bon marché le partage des données scientifiques à l'échelle internationale. Pour lancer ce système, le CERN a développé un nouveau langage (HTML), qui permet aux utilisateurs de se connecter facilement à une infinité de sites et de services en ligne. Dans le langage courant, on parle désormais du Web pour désigner cette collection mondiale de textes et de fichiers interconnectés. ■

mathématiquement garantir qu'il répond au critère souhaité». En bref, les moteurs de recherche deviendront plus fiables et plus efficaces. Quand mon rêve sera réalisé, le Web sera un univers où la fantaisie de l'être humain et la logique de la machine pourront coexister pour former un mélange idéal et puissant. ■

Propos recueillis par Ethirajan Anbarasan, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD: International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.

Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.

ALLEMAGNE: German Commission for UNESCO, Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.

Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.

ARGENTINE: Edilryl Srl, Libreria Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194

AUSTRALIE: Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.

ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.

United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.

Gordon & Gotch Australia Pty. Ltd., Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561

AUTRICHE: Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.

BELGIQUE: Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.

BRESIL: Fundação Getúlio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.

CANADA: Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J5. Fax: (1-613) 745 7660.

Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.

CHILI: Universitaria Textolito Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.

CHINE: China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.

COREE: Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.

DANEMARK: Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.

ESPAGNE: Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Libreria Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.

UNESCO Etbea, Avenida Urquijo 60, Ppal.Dcha., 48011 Bilbao.

Fax: 427 51 59/69

ÉTATS-UNIS: Bernan-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD

20706-4391. Fax: 459 0056.

FINLANDE: Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.

Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.

GRÈCE: Librairie Kauffmann SA, Mauvokordatou 9, GR-106 78 Athènes.

Fax: 38 33 967.

GUATEMALA: Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO,

3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.

HONG KONG: Hong Kong Government Information Services Dept., 1

Battery Path Central, Hong Kong.

HONGRIE: Librottrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656

Budapest. Fax: 256-87-27.

INDE: UNESCO Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 1 10057

Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate,

Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.

ISRAËL: Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444,

Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.

ITALIE: Licos/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1,

I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.

JAPON: Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3

Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.

LUXEMBOURG: Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg.

Fax: 99 88 84 44.

MALTE: Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette

CMR 01. Fax: 24 61 82.

MAROC: UNESCO, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél: 212-767 03 74/72.

MAURICE: Editions Le Printemps Ltée., 4 Route du Club, Vacoas.

Fax: 686 7302

MEXIQUE: Libreria El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72,

Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVÈGE: Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZÉLANDE: GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.

PAYS-BAS: Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse.

Fax: 2524 15888.

Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221

CT Maastricht. Fax: 32 50 103.

PORTUGAL: Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70

74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.

ROYAUME-UNI: The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms

Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.

RUSSIE: Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.

SRI LANKA: Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner

Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.

SUÈDE: Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna.

Tél: 27 00 71.

SUISSE: Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.

Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.

Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81

Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez,

CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.

THAÏLANDE: Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnien Avenue, Bangkok 2.

Fax: 28 11 639.

TUNISIE: Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO,

22, rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.

URUGUAY: Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090,

Montevideo. Fax: 90 59 83.

VENEZUELA: Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte,

1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360

UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto,

Altos de Seban, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.

retrouvez sur rfi le temps des écoles d'emmanuelle bastide.

le vendredi à 15h10*.

- la vie de l'École et des universités dans le monde
- des reportages et des témoignages
- des infos pratiques pour aider les étudiants du monde entier.

*heure de Paris

www.rfi.fr

El Niño

Réalité et fiction

Par Bruno Voituriez et Guy Jacques



Les clefs pour comprendre
la manifestation épisodique
d'un phénomène climatique global



Un livre clair et vivant
pour le grand public

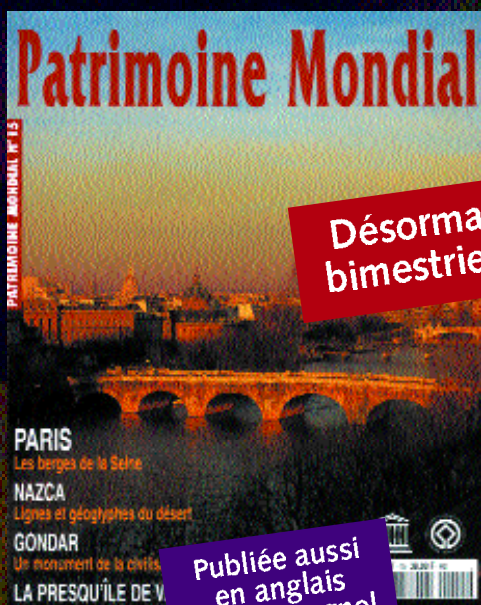
2000, 15,5 x 24 cm, 140 p.
ISBN 92-3-203649-5
110 FF/16,77 €

ÉDITIONS UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Fax: +33 1 45 68 57 37
Internet: www.unesco.org/publishing
E-mail: publishing.promotion@unesco.org

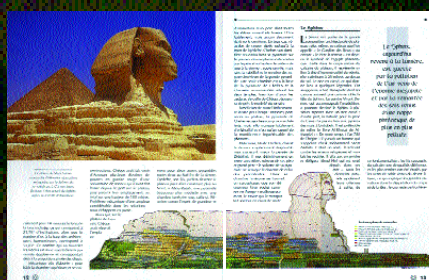
Revue du patrimoine mondial

Les trésors de notre
patrimoine et les
efforts déployés pour
le sauvegarder



Désormais
bimestrielle

Publiée aussi
en anglais
et en espagnol



abonnements:

Ediciones San Marcos, Maldonado 65, 28006, Madrid, Espagne
tél. : +34 91 309 20 80 fax : +34 91 444 80 51
e-mail : sanmarcos@flashnet.es



UNESCO le Courrier

toutes les voix d'un seul monde



Publié
en 27
langues

Le dossier du mois prochain:

Cinéma: l'éclosion de «nouvelles vagues»

- La fièvre asiatique: les jeunes réalisateurs s'imposent à travers le monde
- L'Occident à bout de souffle?
- Iran: la révolution de l'image
- Japon: une génération sans tabous
- Renouveau identitaire en Corée du Sud
- Le système D argentin
- La création en exil

Et dans les rubriques:

- Photo: une banlieue de Mulhouse
- L'école des nomades
- Tchernobyl: un bilan polémique
- Afrique: le rôle social et économique de la danse
- La peine de mort aux Etats-Unis:
un débat strictement juridique